



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR

Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 02 au 17 décembre 2013
Date du document: Décembre 2013
Numéro du Projet: 874-MG
Numéro du rapport: 3267-MG

Division Afrique orientale et australe
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Abréviations et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du Programme	1
1. <i>Vue d'ensemble du Programme.....</i>	<i>1</i>
2. <i>Evaluation d'ensemble du Programme</i>	<i>2</i>
C. Produits et réalisations	5
1. <i>Composante 1. Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale SNFAR</i>	<i>5</i>
2. <i>Composante 2. Formation professionnelle des jeunes ruraux et opérationnalisation régionale de la FAR</i>	<i>7</i>
3. <i>Composante 3. Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricole.....</i>	<i>9</i>
D. Avancement de l'exécution du Programme.....	10
1. <i>Coordination du Programme</i>	<i>10</i>
2. <i>Suivi – évaluation</i>	<i>10</i>
3. <i>Communication et gestion de savoirs</i>	<i>10</i>
E. Aspects fiduciaires	11
1. <i>Gestion financière</i>	<i>11</i>
2. <i>Décaissements.....</i>	<i>12</i>
3. <i>Financement de contrepartie</i>	<i>12</i>
4. <i>Conformité avec les dispositions de l'Accord de financement</i>	<i>13</i>
5. <i>Passation des marchés.....</i>	<i>13</i>
6. <i>Audit</i>	<i>13</i>
7. <i>Cellule administrative et financière de l'UL</i>	<i>13</i>
F. Autres.....	14
G. Conclusion	14
Appendices	15
<i>Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet et notes.....</i>	<i>16</i>
<i>Appendice 2: Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats.....</i>	<i>19</i>
<i>Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus</i>	<i>23</i>
<i>Appendice 4: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI</i>	<i>27</i>
<i>Appendice 5: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante.....</i>	<i>31</i>
<i>Appendice 6: Respect des dispositions de l'Accord de financement.....</i>	<i>38</i>
Annexes.....	39
<i>Annexe 1: Rapport détaillé sur les aspects fiduciaires.....</i>	<i>40</i>
<i>Annexe 2: Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation.....</i>	<i>43</i>
<i>Annexe 3: Calendrier de la mission</i>	<i>49</i>
<i>Annexe 4: Liste de présence à la réunion de restitution du 17/12/13.....</i>	<i>52</i>
<i>Annexe 5: Liste des personnes rencontrées.....</i>	<i>58</i>

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AD2M	Appui au développement du Menabe et du Melaky
AFD	Agence française de développement
AGF	Agent de guichets fonciers
ANO	Avis de non objection
AROPA	Appui au renforcement des organisations paysannes et des services agricoles
CAP	Cellule d'appui au pôle
CAP-FIDA	Cellule d'appui aux projets FIDA
CAPEPT	Capacités pour l'éducation pour tous (UNESCO)
CECAM	Caisse d'épargne et de crédit agricole mutuel
CEP	Champ école paysan
CIRDR	Circonscription du développement rural
CISCO	Circonscription scolaire
CMR	Carrefour des métiers ruraux
CNFAR	Conseil national pour la formation agricole et rurale
CNMF	Coordination nationale de la microfinance
CNP	Comité national de pilotage
COSOP	Document d'opportunités stratégiques du FIDA pour le pays
CR	Commune rurale
CRFAR	Conseil régional pour la formation agricole et rurale
CRIPTR	Complexe régional d'innovation pédagogique et technique de l'Ile de la Réunion
CROA	Comité régional d'octroi des aides (FRDA)
CROS	Comite régional d'orientation et de suivi
CSA	Centre de services agricoles
CTD	Collectivité territoriale déconcentrée
DRDR	Direction régional du développement rural
DRF	Demande de retrait de fonds
EAF	Exploitation agricole familiale
EFAR	Etablissement de formation agricole et rurale
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
EPIR	Equipe de projet interrégionale
EPR	Equipe de projet régionale
EPT	Education pour tous
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
FAR	Formation agricole et rurale
FDA	Fonds de développement agricole
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
FKT	Fokontany
FORMAPROD	Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole
FRDA	Fonds régional de développement agricole
GAR	Gestion axée sur les résultats
GdM	Gouvernement de Madagascar
GTDR	Groupe de travail régional pour le développement rural
IMF	Institution de microfinance
JRD	Jeune rural déscolarisé
MEI	Ministère du commerce et de l'industrie
MEN	Ministère de l'éducation nationale
METFP	Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
MGA	Ariary (devise malgache)
MinAgri	Ministère de l'agriculture
MINEF	Ministère de l'environnement et des forêts
MINEL	Ministère de l'élevage
MPA	Ministère de la promotion de l'artisanat
MPRH	Ministère de la pêche et des ressources halieutiques
OFID	Fonds OPEP pour le développement international
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Organisation paysanne
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole

République de Madagascar: Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)

Rapport de supervision - Dates de la mission: 02 au 17 décembre 2013

PADR	Plan d'action pour le développement rural
PAFIM	Programme d'appui à la finance inclusive à Madagascar
PCD	Plan communal de développement
PLD	Plan local de développement
PPRR	Programme de promotion des revenus ruraux
PROSPERER	Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales
PSAEP	Programme sectoriel, agriculture élevage et pêche
PTBA	Programme de travail et de budget annuels
SE	Suivi-évaluation
SE/CNFAR	Secrétariat exécutif du Conseil national pour la formation agricole et rurale
SEGS	Suivi-évaluation et gestion des savoirs
SFAR	Service formation agricole et rurale
SNFAR	Stratégie nationale de formation agricole et rurale
STD	Service technique déconcentré
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact (RIMS en anglais)
TdR	Termes de référence
UL	Unité de liaison (FORMAPROD)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique

A. INTRODUCTION

1. Une mission du Fonds international de développement agricole (FIDA)¹ a séjourné à Madagascar du 02 au 17 décembre 2013, pour effectuer la supervision du Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD). Approuvé en août 2012 par le Conseil d'administration du FIDA, l'accord de financement de FORMAPROD est entré en vigueur le 8 mai 2013. Ainsi l'objet de cette première mission de supervision est: (i) d'analyser si les objectifs fixés pour sa première phase de 2 ans sont réalistes et cohérents; (ii) d'évaluer les progrès réalisés par le Programme sur la base du programme de travail et de budget annuels (PTBA) 2013; (iii) de faire le point si les dispositifs et conditions administratives pour atteindre la vitesse de croisière du Programme sont réunis; (iv) la méthodologie de mise en œuvre permet d'atteindre ces objectifs et; (v) d'identifier les problèmes et contraintes éventuels pour la mise en œuvre du Programme et proposer les mesures correctives à prendre..

2. La Mission a réalisé du 05 au 12 décembre 2013 des visites de terrain dans trois régions: Amoron'i Mania, Analamanga et Atsinanana. Elle a eu des entretiens avec les Chefs de régions ou leur représentant, les Conseils régionaux de formation agricole et rurale (CRFAR), les Directeurs régionaux du développement rural (DRDR) et les responsables du développement rural, des responsables d'établissement formation agricole rurale (EFAR), les autorités administratives et des collectivités locales, des groupements de producteurs et des jeunes ruraux demandeurs de formations agricole et rurale.

3. A Antananarivo, la Mission a été reçue par M. Philibert Rakotoson, Secrétaire général du MinAgri et Président du Conseil national pour la formation agricole rurale (CNFAR), des membres du CNFAR, le Chef de service la formation agricole rurale (SFAR) du MinAgri, son équipe et les membres du Comité interministériel sur la formation agricole et rurale (CIM), des membres du réseau FARMADA, les consultants appuyant le SFAR et FORMAPROD pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de la formation agricole rurale (SNFAR), l'UNESCO et des représentants du Complexe régional d'innovation pédagogique et technique de l'Ile de la Réunion (CRIPTIR).

4. Les constats et les recommandations de la Mission, contenus dans cet aide-mémoire, ont été présentés et discutés avec les responsables du MinAgri et les partenaires du Programme lors de la séance de restitution organisée à Antananarivo le 17 décembre sous la présidence du Secrétaire général du MinAgri.

5. La Mission tient à exprimer ses remerciements aux représentants du Gouvernement de Madagascar (GdM) et plus particulièrement aux autorités du MinAgri, aux partenaires du Programme et aux bénéficiaires rencontrés pour l'accueil, la disponibilité et la qualité des échanges qu'elle a eus avec eux. Elle tient aussi à remercier le Responsable et le personnel de l'Unité de liaison (UL) et des équipes de projet régionales (EPR) pour la qualité et la cordialité de leur contribution et l'organisation logistique des visites de terrain.

B. ÉVALUATION D'ENSEMBLE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME

1. Vue d'ensemble du Programme

6. Le programme FORMAPROD constitue un instrument d'appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR) et au développement de la productivité agricole. Cette stratégie permet désormais de clarifier les rôles des acteurs et de définir les axes stratégiques et les priorités d'action dans le domaine de la formation agricole et rurale à Madagascar. En contribuant à la mise en œuvre de cette stratégie, FORMAPROD vise à revaloriser les métiers de

¹ Composition de la Mission: Haingo Rakotondratsima, Chargé de projet FIDA pour FORMAPROD et Chef de mission; M. Jean Charles Heyd, Agronome principal FAO-TCIA, Expert en formation agricole et M. Anas Abouelmikias, Consultant indépendant, Expert financier. La Mission a été accompagnée pendant les visites de terrain par des représentants du MinAgri: M^{mes} Voahangy Arijona, Directrice de l'appui à l'organisation des filières (DAOF); Sahondrasoa A. Ramarolahy, Chef du service d'appui à l'installation des entrepreneurs agricoles (SAIEA); Sariaka H. Raonivelo, Chargé d'études à la DAOF et Francine Rasolofonirina, Chef du service SFAR.

l'agriculture² par la formation des jeunes générations en vue d'augmenter significativement la productivité des exploitations agricoles familiales (EAF).

7. L'objectif du Programme est *d'améliorer la productivité agricole et d'augmenter les revenus des petits exploitants agricoles par la formation professionnelle des jeunes ruraux*. Plus spécifiquement, le Programme vise à: (i) assurer un système national de Formation agricole et rurale (FAR) soutenant le développement du secteur agricole, (ii) créer un système régional de FAR adaptée aux besoins des ruraux, et (iii) augmenter la productivité des petites exploitations à travers les pôles de développement agricole.

8. FORMAPROD est articulé autour des 3 composantes suivantes: (i) appui à la mise en œuvre de la SNFAR; (ii) opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux et; (iii) amélioration de la productivité agricole dans les pôles de développement agricole. Il est prévu pour une durée de 10 ans, divisée en 4 phases et interviendra dans 13 régions géographiques couvertes par les projets financés actuellement par le FIDA dont: (i) pour la première phase: Amoron'i Mania, Analamanga, Atsinanana/Analajirofo, Melaky/Menabe; (ii) pour les phases suivantes: Androy, Anosy, Haute Matsiatra, Ihorombe, Itasy, Sofia, et Vatovavy Fitovinany.

9. Le Programme est placé sous la tutelle du Secrétariat général du MinAgri. Une Unité de liaison (UL) est mise en place pour assurer la coordination au niveau national. Sa mission est d'assurer: (i) la programmation, le suivi, et la gestion et l'allocation des fonds; (ii) le lien avec le Conseil national pour la formation agricole rurale (CNFAR) et son Secrétariat exécutif (SE/CNFAR), et (iii) l'organisation de l'opérationnalisation au niveau régional via les projets en cours financés par le FIDA. En adoptant le principe de régionalisation, une équipe de projet régional (EPR) ou interrégionale (EPIR), intégrée dans les projets en cours financés par le FIDA, est responsable de la mise en œuvre des activités au niveau régional.

10. Le coût total du Programme est d'environ 86,1 millions USD dont: 33 millions financés par un prêt du FIDA; 2 millions par un don du FIDA; 18,8 millions par le Fonds fiduciaire espagnol; 14,7 millions par le Fonds OPEP pour le développement international (OFID); 5,6 millions par d'autres bailleurs (AFD, UNESCO); 7,9 millions par le gouvernement de Madagascar (GdM) et 3,8 millions par les bénéficiaires.

2. Evaluation d'ensemble du Programme

11. L'évaluation d'ensemble est organisée sur la base de l'objet de cette mission de supervision et fournit des orientations sous forme de recommandations principales permettant d'accélérer la mise en œuvre des activités et l'obtention des résultats. Ces recommandations devront être réalisées en priorité par le Programme (par rapport aux recommandations relatives aux activités), car elles constituent des préalables indispensables pour leur bonne réalisation.

Progrès réalisés par rapport au PTBA 2013

12. FORMAPROD, dont la première phase doit se dérouler sur 2 ans (2013-2014), n'a réellement débuté qu'en juin 2013, après l'entrée en vigueur de son accord de financement et l'approbation du PTBA par le CNFAR et le FIDA. Les composantes 1 et 2 concernent avant tout des dispositifs et appuis institutionnels, forcément assez longs à mettre en place. Le financement OFID prévu pour la composante 3, davantage centrée sur les réalisations physiques (infrastructures) et la mise en valeur agricole, n'est pas encore effectif. Plusieurs missions ou études sur le schéma de mise en œuvre de la rénovation sont en cours mais les propositions complètes ne seront connues et validées qu'au premier trimestre 2014.

13. Ceci explique le faible niveau des réalisations physique et le taux de réalisation financière très bas du plan de travail et budget annuels (PTBA 2013) au passage de la Mission. Ainsi au 31 octobre 2013, le taux global de réalisation financière du PTBA atteint 11% dont 68% du budget consommé au niveau de la composante 1; 27% au niveau de la composante 2 et; 5% au niveau de la composante 3. Le décaissement effectif, tout financement confondu, s'élève à 439 000 USD, soit un taux de décaissement effectif de 0,7% par rapport au montant total du budget du Programme.

14. Cependant, la Mission a pu constater que plusieurs chantiers en cours au niveau national et que l'appropriation et les activités sont plus avancées au niveau régional. En outre, il existe une bonne

² Ce terme englobe les sous-secteurs de la production végétale, animale, halieutique, forestière et les métiers ruraux.

volonté des partenaires, un dynamisme des structures existantes, plusieurs pistes de partenariats et une complémentarité avec les projets FIDA en cours.

15. La Mission n'aura donc que peu d'observations et recommandations sur les activités réalisées (produits et effets) qui sont appréciées moins en termes quantitatifs que qualitatifs³. En revanche, elle a plusieurs préoccupations quant: (i) à la méthodologie et au processus suivis jusqu'à présent pour la mise en place du dispositif institutionnel, par rapport aux principes prévus dans la SNFAR (gestion paritaire entre autres); (ii) à la délimitation insuffisante des périmètres d'intervention des différents acteurs de la rénovation et la subsidiarité entre le niveau régional et national; (iii) aux difficultés de communication interne et externe au Programme (qui découlent en partie du flou qui existe sur les points précédents) et; (iv) au rythme de mise en œuvre des activités.

Méthodologie de mise en œuvre

16. Comme le relevait certains intervenants au cours de la première réunion de présentation de la Mission, le Programme se trouve actuellement dans une phase d'hésitation, car les priorités, les mécanismes de mise en œuvre sont encore en cours de développement. Cela est dû principalement au manque de processus formel de consultation et de concertation pour fixer: (i) les priorités nationales et régionales d'actions en attendant la préparation du schéma de rénovation et des schémas régionaux FAR; (ii) le choix des méthodes et outils d'exécution; (iii) la mise au point du mécanisme de ciblage des bénéficiaires (jeunes, EAF, EFAR); (iv) l'organisation des offres de formation et enfin; (v) les procédures administratives et financières. Cependant, plusieurs notes méthodologiques à ce propos ont été préparées et enrichies lors de l'atelier de lancement de FORMAPROD.

17. Toutefois, comme indiqué dans le document de la SNFAR (page 10), il s'agit de réaliser rapidement des actions concrètes valorisant les bonnes pratiques dans une logique d'excellence et en définissant des formes de mutualisation de moyens débouchant sur des résultats rapides. *La Mission suggère de lancer rapidement des activités de bilan-capitalisation relatives aux thèmes de formation priorisés.*

18. Par ailleurs, FORMAPROD comprend plusieurs aspects novateurs à Madagascar et pour le FIDA en particulier: (i) l'intégration dans une chaîne de la formation des services techniques et de l'appui financier améliorant la productivité agricole; (ii) le ciblage explicite des jeunes ruraux et; (iii) l'accent important mis sur la formation pratique continue des petits producteurs/trices avant de leur apporter des appuis techniques et financiers (microprojets).

19. La Mission s'est donc attachée à dégager quelques axes de réflexion et recommandations visant à permettre au Programme et à ses acteurs de fixer les priorités pour 2014 et de déterminer des étapes réalistes pour les atteindre, notamment au niveau régional (voir feuille de route en annexe). L'objectif est d'enclencher une dynamique de soutien et d'appropriation de la rénovation FAR par tous les acteurs, en partant de l'existant, sans attendre la mise en place complète de la rénovation au niveau national.

20. C'est d'ailleurs en se fondant sur cette expérience acquise dans les projets FIDA en cours, que les EPR de l'Analamanga et du Melaky/Menabe ont pu dès à présent engager des activités concrètes dans le cadre des composantes 2 et 3, l'EPR d'Amoron'i Mania dans la composante 2 et l'EPR de l'Atsinanana/Analajirofo dans la composante 3. Le processus d'appropriation est d'ailleurs manifestement plus avancé au niveau régional qu'au niveau national, et devrait être encouragé par les mesures de clarification préconisées par la Mission.

21. *Pour ce faire, la Mission propose de découpler temporairement en 2014, la composante 1 des deux autres, afin d'obtenir plus rapidement des résultats opérationnels permettant de créer la confiance des acteurs de terrain et d'obtenir leur adhésion à la rénovation, avec une approche de réponses aux demandes des groupes cibles.*

Dispositifs et conditions administratives pour atteindre la vitesse de croisière du Programme

22. Concernant le dispositif institutionnel de la SNFAR, bien que le CNFAR ait été constitué, le fait que tous les organes, notamment le règlement intérieur et le Secrétariat exécutif (SE/CNFAR), ne

³ La Mission a reçu tardivement des notes et rapports élaborés dans le cadre de la mise en œuvre de FORMAPROD, et qui n'ont pas été examinés et validés par le CNFAR.

soient pas encore mis en place, empêche le CNFAR de jouer son rôle de délibération et d'orientation de la rénovation, en associant tous les acteurs de la FAR comme indiqué dans la SNFAR. Au niveau de FORMAPROD, tout le personnel au niveau de l'UL et des EPR n'est pas encore au complet.

23. En ce qui concerne la délimitation des périmètres d'intervention et articulation des différents acteurs, il est primordial à ce stade, de rappeler que FORMAPROD vient appuyer le processus de rénovation de la FAR, mais qu'il n'est pas réductible à ce processus dont la maîtrise d'ouvrage revient aux autorités compétentes. L'élaboration d'une charte de partage des rôles (partenariat) des acteurs et partenaires au sein de la SNFAR⁴ en distinguant d'une part la SNFAR (stratégie) et d'autre part le programme FORMAPROD (contribution à sa mise en œuvre) puis également les niveaux national et régional (subsidiarité) serait l'un des moyens de clarification de ces périmètres, selon le principe de partage de rôles des groupes d'acteurs, énoncé par la SNFAR (page 16).

24. La Mission estime qu'il est primordial de bien préciser le rôle de chaque institution ou intervenant dans le processus. *Elle recommande de: (i) mettre en place officiellement dans les meilleurs délais tous les organes du CNFAR pour atteindre un niveau optimal d'opérationnalité des différentes instances de gouvernance; (ii) délimiter le périmètre d'intervention et les modalités de coordination entre tous les acteurs pour éviter les ambiguïtés et les blocages qui se manifestent aujourd'hui et; (ii) adopter des processus formels de consultation, concertation et validation.*

Réalisme et cohérence des objectifs de FORMAPROD pour sa première phase

25. Il n'est pas aisé d'analyser le réalisme et la cohérence des objectifs de FORMAPROD pour sa première phase de 2 ans, car ceux-ci n'ont pas été fixés de manière très précise. Compte tenu de la complexité du Programme et des difficultés de démarrage décrits plus haut, il semble difficile de réaliser toutes les activités prévues dans le document de conception de Programme (DCP) de FORMAPROD pour les 2 premières années. *Il sera certainement nécessaire de simplifier la mise en œuvre en tenant compte des capacités des partenaires et de procéder par étapes clairement définies selon le processus de priorisation et une gestion axée sur les résultats (GAR).*

26. Comme rappelé plus haut, la rénovation est avant tout un processus, participatif et itératif de longue haleine, qui concerne une multitude de publics et doit mobiliser l'ensemble des acteurs du secteur agricole et para-agricole. Elle requiert un haut niveau de participation pour obtenir l'adhésion de tous - et éviter d'imposer des modèles d'en haut -, ce qui implique un temps nécessairement plus long que la durée fixée pour la mise en œuvre de FORMAPROD. Ceci ne doit pas être une entrave pour le bon déroulement du Programme, notamment dans ses composantes 2 et 3. Un effort doit être fait pour identifier rapidement à partir de l'existant quelles sont les priorités régionales et les résultats attendus en 2014 et les inclure dans le PTBA 2014. Il y a lieu de privilégier les activités répondant aux besoins identifiés mais permettant en même temps le développement des outils et approches nationaux en cours de construction par les bonnes pratiques régionales.

27. *Il est donc urgent d'accélérer la préparation, d'une manière participative, du plan opérationnel de mise en œuvre à court terme de la SNFAR, prévu dans son préambule, fixant les étapes et les résultats à atteindre. Les résultats de chaque étape doivent être examinés et validés par le CNFAR.*

Contraintes et recommandations stratégiques pour la mise en œuvre de FORMAPROD

28. **Décalage du démarrage avec les autres projets en cours financés par le FIDA.** L'approbation et la mise en œuvre du Programme, conçu en 2010, ont été retardées de presque 2 ans par la crise politique qui a débuté en 2009. Ceci a pour conséquence que le phasage prévu des activités régionales de FORMAPROD avec les autres projets du FIDA se trouve perturbé. Cette crise qui devrait se résoudre avec l'achèvement du processus électoral, actuellement dans sa phase finale, devrait permettre la sortie de crise et la mise en place d'un nouveau gouvernement. D'éventuels changements au niveau des structures du gouvernement, pouvant affecter les dispositifs et la rénovation de la FAR, sont à prévoir.

29. **Simplification de la mise en œuvre.** FORMAPROD est relativement complexe du fait: (i) des différents niveaux d'intervention (national, régional local), (ii) des nombreux partenaires impliqués; (iii) de sa couverture géographique à étendue variable selon les composantes du programme; (iv) du grand nombre et variété des chantiers et activités envisagés. *Il est donc primordial de prioriser dans*

⁴ Un draft de charte de partenariat avait déjà été préparé lors de la préparation du démarrage de FORMAPROD.

le temps les actions et de simplifier la mise en œuvre du PTBA en fixant d'une manière concertée les portes d'entrées.

30. **Communication interne et externe du Programme.** Il est important que FORMAPOD veille à ce que la communication faite sur le rôle et les objectifs de FORMAPROD dans le cadre de la mise en œuvre de la SNFAR soit faite de manière précise et claire afin d'éviter l'incompréhension et la confusion au niveau des différents acteurs. *Par ailleurs, Il est essentiel que la communication faite par les différents acteurs du dispositif de la rénovation de la FAR soit harmonisée et coordonnée pour éviter les incohérences et mauvaises compréhensions sur le rôle des uns et des autres.*

31. **D'une manière générale,** la Mission estime que, jusqu'à présent, le processus de mise en œuvre de la rénovation fait insuffisamment la place au secteur privé, alors qu'il dispense actuellement 80% des formations agricoles et rurales et qu'il s'agit d'un des éléments-clés de la SNFAR. Certes, le réseau FARMADA est associé aux réflexions engagées et travaux des consultants, il est également représenté dans le CNFAR et les trois CRFAR mis en place. Les enquêtes menées pour établir l'annuaire de la FAR ont également englobé les établissements privés. *Cependant, la mise en place des nouvelles structures et des outils de formation devrait être plus volontariste sur ce plan, en renforçant la participation des représentants de ces collèges à la validation des "feuilles de route" et aux diverses instances d'orientation mises en place et en adoptant une démarche de discrimination positive à l'égard des acteurs du secteur privé, par exemple en leur réservant un quota défini dans l'organisation des formations ou pour l'élaboration des projets d'établissements.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Mettre en place officiellement tous les organes de la SNFAR.	SG MinAgri, CNFAR	30/06/14
2. Accélérer la préparation du plan opérationnel de mise en œuvre à court terme de la SNFAR.	CNFAR, SFAR, CRFAR	31/03/14
3. Finaliser la mise en place de l'UL, des EPR (incluant les cellules d'appui aux pôles).	SG MinAgri, UL, EPR	28/02/14
4. Dissocier temporairement, en 2014, la composante 1 des deux autres.	CNFAR, CRFAR, SE, UL, EPR	Continu
5. Adopter des processus formels de consultation, concertation et validation à chaque étape de la rénovation FAR et de la mise en œuvre de FORMAPROD.	CNFAR, CRFAR, SE	Immédiat
6. Lancer les activités de gestion des savoirs soutenant le développement des offres de formation et le processus de rénovation FAR.	Tous les acteurs	31/03/14
7. Affiner et finaliser la charte de partenariat.	CNFAR, CRFAR, SE, SFAR	30/06/14

C. PRODUITS ET REALISATIONS

1. Composante 1. Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale SNFAR

32. Prévue pour être développée conjointement avec d'autres partenaires, cette composante prévoit de fournir une assistance technique et favoriser les échanges en vue d'apporter: (i) un appui au dispositif institutionnel de mise en œuvre de la SNFAR; (ii) une amélioration des dispositifs de FAR; (iii) un appui au financement du système de FAR; (iv) un pilotage et suivi-évaluation et gestion des savoirs (SEGS).

1.1 Appui au dispositif institutionnel de mise en œuvre de la SNFAR

33. **Le CNFAR**, instance nationale de concertation et de coordination de la SNFAR a été créé par arrêté interministériel⁵ n° 32318/2012 du 19 décembre 2012. Il comprend 33 membres répartis en 4 collèges: dont 10 représentants de l'Etat, 10 représentants des associations professionnelles agricoles et para agricoles, 10 représentants des structures de formation et de la recherche et 3 représentant des CRFAR. Il s'est réuni une fois le 3 mai 2013 pour valider le PTBA 2013. Le CNFAR

⁵ MinAgri, Ministère de l'élevage, Ministère de la pêche et des ressources halieutiques, Ministère de l'environnement et des forêts, Ministère de la promotion de l'artisanat, Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

n'est pas encore entièrement opérationnel car il ne dispose pas encore de son règlement intérieur, de son Secrétariat exécutif (SE/CNFAR) et des commissions techniques.

34. **Un comité interministériel (CIM)**, composé de 4 personnes (1 point focal et 3 chargés d'études) relevant des 6 ministères techniques concernés par la FAR et du Service de la formation agricole et rurale (SFAR) du MinAgri a été mis en place pour assurer: (i) l'animation du CNFAR; (ii) la conduite technique de la rénovation de la FAR et; (iii) la gestion des dispositifs de formation. Le CIM conduit actuellement plusieurs activités. La proposition d'évolution du CIM en SE/CNFAR n'a pour l'instant pas recueilli l'unanimité. Aucun processus dans ce sens n'est disponible et n'a été présenté au CNFAR. Pourtant la mise en place d'un dispositif institutionnel et d'une méthodologie sont à fixer avant le début du processus.

35. Un très important travail a été accompli depuis le lancement de la SNFAR par le SFAR et le CIM appuyés par des consultants financés dans le cadre de FORMAPROD ou d'autres financements. Plusieurs ateliers ont été organisés pour l'information des personnels chargés de la mise en place de la rénovation FAR, pour l'élaboration de référentiels communs, des enquêtes ont été lancées dans plusieurs régions pour l'établissement d'annuaires ou de cartographies des établissements de formation.

36. *La Mission recommande que tous les organes du CNFAR soient mis en place dans les meilleurs délais afin qu'il puisse pleinement jouer son rôle d'orientation et de validation des étapes de la rénovation FAR et de comité de pilotage de FORMAPROD. Etant donné l'inexistence d'orientation à ce sujet dans la SNFAR, cette mise en place devrait être faite sur la base de la proposition du document de conception (DCP) de FORMAPROD, qui a été déjà soumis à la consultation et à la concertation des acteurs de FAR. Il faudrait intégrer les aspects suivants: (i) simplification et dimensionnement réaliste des fonctions et des termes de référence (TdR) des membres en tenant compte des besoins et réalités actuelles et en analysant les fonctions assurées par le CIM puis de représentants de ces ministères dans le Secrétariat Exécutif; (ii) modalité de recrutement du Secrétaire exécutif en consultation avec le MinAgri (iii) consultation du FIDA sur le processus pour s'assurer du respect des termes de l'accord de financement de FORMAPROD qui financera le SE/CNFAR au cours des 3 premières années.*

1.2 Amélioration des dispositifs de FAR

37. Un très important travail a été accompli depuis le lancement de la SNFAR par le SFAR et le CIM, appuyés par des consultants financés dans le cadre de FORMAPROD ou d'autres financements. Plusieurs ateliers ont été organisés pour l'information des personnels chargés de la mise en place de la rénovation FAR, pour l'élaboration de référentiels communs. Des enquêtes ont été lancées dans plusieurs régions pour l'établissement d'annuaires ou de cartographies des EFAR. Les responsables et acteurs de la FAR ont été formés dans ces domaines.

38. Tout en reconnaissant les efforts déployés par les différents services, la Mission doit souligner que ces initiatives apparaissent parfois dispersées, et sont souvent peu ou mal documentées (PV de réunions, notes suffisamment référencées). Cela amoindrit leur utilité dans l'élaboration du schéma général de la rénovation, aligné sur la SNFAR. Comme relevé précédemment, il manque encore un document de référence (plan opérationnel de mise en œuvre), précisant les objectifs visés par la rénovation autant au niveau national que régional, les étapes et les actions qui concourent à ces objectifs et les résultats concrets attendus ainsi que le système de suivi-évaluation correspondant.

39. La Mission recommande de définir à partir des priorités du plan opérationnel de mise en œuvre de la SNFAR les modalités de contribution d'une part de FORMAPROD et d'autre part des autres partenaires (actuels et potentiels). Les PTBA peuvent ainsi être éclatés en étapes et en échéances dans une année, les approches et outils devant être définis avec l'ensemble des acteurs.

1.3 Appui au financement du système de FAR

40. L'appui aux systèmes de financement durables de la FAR n'a pas enregistré d'activités. *La Mission recommande de préciser les canaux de financement des différentes activités de FORMAPROD: Fonds régional de développement agricole (FRDA), institutions de microfinance (IMF), sachant que le FRDA, recommandé dans le DCP n'est pas présent dans toutes les régions d'intervention de FORMAPROD.*

1.4 Communication et gestion des savoirs

41. Le SFAR est en train d'élaborer un plan de communication FAR. La Mission constate que la multiplicité des structures nouvelles à mettre en place, leur superposition ou imbrication avec celles déjà existantes conduit à des confusions fréquentes de termes, de compréhension et de positionnement. Chaque intervenant est tenté d'utiliser son propre vocabulaire pour décrire les actions à entreprendre, créant des incompréhensions nombreuses, et des conflits potentiels entre services ou autres acteurs. Il est important de fixer très rapidement la terminologie à employer (élaboration d'un glossaire approuvé de manière concertée).

42. Par ailleurs, la Mission a relevé que de nombreux documents préparés par le SFAR/CIM n'ont pas fait l'objet d'une diffusion élargie, ni surtout d'une validation de leur contenu par les structures compétentes. *La Mission recommande de mettre à la disposition de tous les partenaires les supports de communications et d'échanges soutenant d'une part la rénovation FAR et d'autre part la mise en œuvre de FORMAPROD (site web, document d'étape, brochure de synthèse, forum, etc.) en distinguant les responsables de leur mise en œuvre. Il s'agit de renforcer: l'information, la communication, la capitalisation et la gestion des savoirs, les échanges, et surtout la préparation des différents rapports.*

43. Afin de renforcer la coordination et l'appropriation de ce processus, et permettre une meilleure articulation entre SNFAR et FORMAPROD, la Mission recommande l'organisation d'ateliers (national et régionaux) des acteurs d'exécution de FORMAPROD pour: (i) s'approprier le plan de mise en œuvre des recommandations de cette mission; (ii) valoriser les produits des réalisations jusqu'à maintenant (activités préparatoires, atelier de lancement, bilan/résultats 2013) et; (iii) approfondir les outils et approches de mise en œuvre des priorités du PTBA 2014 pour garantir une maîtrise technique, administrative et financière de leur exécution.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
8. Réviser les TdR des cadres UL/EPR et finaliser le transfert ou le recrutement des cadres.	SG MinAgri, UL, EPR	28/02/14
9. Préciser les canaux de financement des différentes activités.	UL, EPR	30/04/14
10. Organiser des ateliers d'échange et d'harmonisation pour les acteurs d'exécution de FORMAPROD.	UL, EPR	31/03/14

2. Composante 2. Formation professionnelle des jeunes ruraux et opérationnalisation régionale de la FAR

44. Les appuis doivent porter sur: (i) le management des dispositifs FAR au niveau régional; (ii) la formation professionnelle agricole qualifiante des jeunes ruraux; (iii) la formation diplômante des techniciens agricoles et socio-organisateurs ruraux (conseiller agricole, animateurs paysans) et; (iv) les projets professionnels des jeunes formés et l'accompagnement à l'installation.

2.1 Sous-composante 2.1. Management des dispositifs de FAR au niveau régional

45. Des ateliers régionaux d'information sur la SNFAR et FORMAPROD ont été organisés sous l'égide des Régions et des Directions régionales de développement rural (DRDR) avec le concours des cadres du SFAR/CIM et des EPR.

46. Trois (3) CRFAR ont été mis en place au cours des 2 derniers mois dans les régions de: l'Amoron'i Mania, l'Analamanga et l'Atsinanana. Une réunion d'information pour la constitution du CRFAR a été menée en novembre par le SFAR/CIM dans la région du Menabe. Les CRFAR sont placés sous la présidence du Chef de région. Le nombre de membres est variable selon les régions: 28 membres répartis dans 7 collèges, dans l'Analamanga; 21 membres répartis en 6 collèges, dans l'Amoron'i Mania et; 15 membres répartis en 6 collèges, dans l'Atsinanana.

47. Il est prévu de mettre en place du personnel d'appui au niveau régional, mais entre la répartition des fonctions, la localisation de l'agent et la dénomination du poste (correspondant FAR, animateur régional FAR, socio organisateur régional FAR), il est difficile d'y voir clair et cela mérite une analyse d'ensemble pour simplifier les organigrammes et éviter les redondances au niveau de la composante 2 mais également entre composante 2 et composante 3 de FORMAPROD.

48. Les activités sur l'élaboration des schémas régionaux de FAR et la planification de leur mise en œuvre sont en attente du document de cadrage national sur l'élaboration de schéma régional FAR. A cet effet, une mission d'appui par un expert international pour préparer la méthodologie d'élaboration du schéma régional est en cours. La Mission tient à rappeler que le SFAR a la responsabilité de l'accompagnement méthodologique de la mise en œuvre régionale de la SNFAR.

2.2 Sous-composante 2.2. Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique

49. Le recrutement d'un consultant a été effectué par l'EPR de l'Analamanga pour la mobilisation des communes et organisations de producteurs (OP) sur la problématique de la FAR et l'apprentissage des jeunes. Dans l'Analamanga, le recensement des besoins de formation réalisé par l'EPR en collaboration avec le Centre de services agricoles (CSA) ont permis d'identifier nommément 572 jeunes demandeurs de formation

50. Les appuis aux EFAR sont conditionnés par la mise en place d'un projet d'établissement. De même l'insertion de l'enseignement agricole et rural pratique dans l'éducation primaire et secondaire est prévue de démarrer au niveau national. Une réflexion a été entamée avec UNESCO pour cette démarche au niveau du Ministère de l'éducation nationale (MEN). *Compte tenu de la durée nécessaire pour mettre en place les dispositifs au niveau régional, la Mission recommande pour 2014 de rester au niveau distrital en matière d'organisation d'offres de formation.*

51. Pour simplifier la programmation, *la Mission recommande de mettre en place un processus de priorisation du PTBA 2014 en se concentrant sur un nombre limité de portes d'entrée pour répondre aux demandes des groupes cibles et une gestion axée sur les résultats. La mise en place de réseaux FARMADA régionaux facilitera la mise en commun des ressources, une meilleure répartition voire la spécialisation des EFAR ainsi qu'une facilitation de la communication.*

52. Une convention d'une durée d'un an a été passée entre l'UNESCO et FORMAPROD pour la mise en place d'un dispositif de FAR destiné aux jeunes ruraux déscolarisés (JRD). L'objectif de ce programme expérimental est d'élaborer une méthodologie de recensement au niveau d'un district ou d'une commune des besoins de formation du groupe cible, de structurer l'offre de formation en fonction des demandes identifiées en apportant un appui aux établissements, de financer la formation des apprenants (par le moyen de bourses, par ex.) et de mettre en place un suivi et accompagnement des jeunes à l'issue de leur formation (cette dernière phase étant relayée par le Projet FORMAPROD dans sa composante 2). A l'heure actuelle, 4 493 jeunes ruraux ont été recensés dans 3 régions et 11 communes. Un annuaire des établissements accueillant les jeunes ruraux déscolarisés est en cours.

53. *Le Mission recommande à l'équipe du projet pilote d'accélérer la phase expérimentale, d'impliquer davantage les acteurs régionaux de manière à pouvoir en dégager très rapidement les leçons apprises en vue de la réplique du schéma à plus grande échelle dans les zones prioritaires de FORMAPROD. Il convient en effet de mettre en œuvre des activités ayant un impact immédiat en termes de formation adaptée aux besoins des jeunes ruraux si l'on veut obtenir l'adhésion de tous les acteurs de la SNFAR, que ce soient les bénéficiaires, les collectivités territoriales ou les prestataires de formation.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
11. Mettre en place d'une manière concertée un processus formel de priorisation des actions pour le PTBA 2014.	CRFAR, EPR, SFAR	28/02/14
12. Organiser les appuis aux EFAR selon les priorités du PTBA 2014.	EPR, EFAR	30/04/14
13. Mettre en place des réseaux FARMADA régionaux.	FARMADA, DRDR	30/04/14
14. Appuyer la préparation d'une manière participative des schémas régionaux FAR.	CRFAR, SFAR, SE	30/09/14
15. Accélérer la phase expérimentale du projet de formation Insertion de JRD réalisé conjointement par l'UNESCO et FORMAPROD.	UNESCO, UL	Continu

3. Composante 3. Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricole

54. Au niveau de cette composante, il est prévu de fournir: (i) la formation continue des petits exploitants agricoles, et l'appui à l'amélioration de la productivité par la vulgarisation et la formation spécifique dans les champs écoles paysans (CEP), l'appui à l'accroissement du capital productif des EAF à travers des microprojets et la valorisation services et de la formation agricole; (ii) la facilitation de l'accès à des services ruraux, commerciaux et financiers appropriés et l'amélioration de l'accès des groupes cibles aux services complémentaires essentiels; (iii) les investissements pour améliorer les structures productives dans des pôles de développement agricole.

3.1 Sous-composante 3.1. Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole

55. Le processus de recrutement du responsable de la cellule d'appui aux pôles de développement est commencé dans l'Analamanga, l'Amoron'i Mania et l'Atsinanana. Il en est de même pour le recrutement des ONG pour animer et accompagner la formation et appui aux producteurs. Pour Atsinanana, une convention avec DRDR a été mise en place, en attente de la constitution de l'équipe EPR. Le renforcement de capacités de ces agents est assuré par la DRDR. Dans l'Analamanga, le recensement des besoins de formation réalisé par l'EPR en collaboration avec le CSA dans les 6 CR du pôle de développement agricole ont permis d'identifier 465 exploitations agricoles familiales (EAF) demandeurs de formation. L'EPR de l'Atsinanana/Analajirofo a démarré la réalisation de 62 champs écoles paysans (CEP) dans 5 CR du pôle de Brickaville.

3.2 Sous-composante 3.2. Appui à l'accès aux services financiers et commerciaux

56. L'EPIR Melaky/Menabe a commencé les activités de densification et extension de la couverture du territoire par les IMF par un Appel à proposition pour la sélection des opérateurs qui a été lancé en mai 2013. La négociation avec CECAM, l'opérateur retenu, sur les termes de convention de l'implantation de caisses dans la zone du Programme et des objectifs à atteindre a été effectuée en septembre 2013. La contribution financière conjointe de FORMAPROD et AD2M a été approuvée par l'examen du comité d'investissement de microfinance le 16 septembre 2013.

3.3 Sous-composante 3.3. Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricoles

57. Une étude de diagnostic (agro-climatique, filière, potentiel irrigable, ...) et délimitation du pôle de développement agricole de Maintirano a été réalisée et l'atelier de validation du pôle de production de Maintirano est attendu avant la fin de l'année. Les études d'avant-projets sommaires des PI, réalisées lors de l'étude diagnostic, confirment le fort potentiel de terres irrigables de la zone (plus de 9 000 ha). Concernant les infrastructures de désenclavement, de soutien à la commercialisation / transformation et d'élevage, les études sont en cours de lancement.

58. Cette composante est la mieux connue des équipes UL et EPR, étant donné la ressemblance des thèmes prévus avec ceux couverts par leur projet. Cela peut constituer un risque pour ne pas s'approprier et internaliser correctement les spécificités de FORMAPROD. En effet, il y a une certaine confusion entre vulgarisation agricole et formation continue d'un exploitant agricole. Or, il s'agit de construire une chaîne: services aux agriculteurs: formation - appui technique - appui financier - insertion professionnelle, pour les jeunes. La mise à l'échelle des expériences réussies n'est pas structurée entre projets. Les bonnes pratiques ne sont pas approfondies en matière de contenu et d'approche de mise en œuvre. De plus, un diagnostic agro-socio-économique est parfois nécessaire pour mieux structurer/adapter les réponses par rapport aux demandes et surtout concentrer l'intervention sur les actions les plus pertinentes (menu restreint par pôle). *La Mission recommande donc une mise à jour de la répartition par thèmes (sous-composante) des responsabilités thématiques des projets en cours pour la maîtrise de ces opérations.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
16. Préparer un recueil de notes méthodologiques sur les activités phares de la composante 3 en liaison avec les activités de formation de la	UL, EPR	30/04/14

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
composante 2.		
17. Mettre à jour la répartition des responsabilités thématiques des projets pour la mise en œuvre de chaque sous-composante.	UL, EPR	Immédiat

D. AVANCEMENT DE L'EXECUTION DU PROGRAMME

1. Coordination du Programme

59. L'équipe de l'Unité de liaison de FORMAPROD (UL) qui a pris fonction le 4 février 2013, est constituée aujourd'hui du Responsable de l'unité de liaison (RUL), du Responsable administratif et financier (RAF) et du Responsable du suivi-évaluation (RSE) et de 4 personnes d'appui. Les équipes de projet régionales EPR, placées sous la tutelle des coordonnateurs régionaux des projets FIDA, ont été installés dans les régions abritant les quatre premiers pôles de développement agricole (Amaron'i Mania, Analamanga, Atsinanana/Analanjirifo et Melaky/Menabe). Le recrutement du personnel d'appui est en cours. Seule l'EPR Analamanga est au complet. A Amoron'i Mania, le Chargé de suivi-évaluation est en cours de recrutement. A Atsinanana, tout le personnel cadre est en cours de recrutement. En attendant une convention de collaboration avec la DRDR de l'Atsinanana a été signée pour assurer la mise en œuvre des activités. A Melaky/Menabe, le Chargé de suivi-évaluation reste à recruter, celui en place actuellement sera muté en Chargé de mission. Le personnel d'appui des EPR reste également à recruter.

60. Compte tenu de la diversité des activités et des partenaires dans FORMAPROD, la Mission estime qu'il est nécessaire de renforcer l'UL et les EPR. Une mission d'expertise a déjà été menée dans ce sens. Néanmoins la Mission estime qu'il faut prévoir un spécialiste FAR pour: (i) la coordination, l'harmonisation et le suivi techniques des activités appuyées; (ii) les relations avec les partenaires et; (iii) former les cadres actuels de l'EPR sur les aspects FAR. La Mission confirme également le besoin d'un poste de comptable pour appuyer le RAF. La Mission insiste en outre sur la nécessité pour l'UL et les EPR de jouer complètement leur rôle de maître d'ouvrage⁶ pour les activités du Programme. Ceci implique notamment la validation des produits (rapports de mission, études, enquêtes, etc.). Par ailleurs, les EPR analyseront les choix de positionnement des cadres techniques de la Cellule d'appui au pôle (CAP) pour en affecter une partie aux EPR et adapteront en conséquence l'organisation des ONG de terrain. La Mission rappelle que lorsque la proposition complète de l'organigramme est prête, l'UL devra la soumettre pour non objection au FIDA.

61. **Préparation PTBA 2014.** La Mission note des retards dans la préparation des PTBA 2014 au niveau des régions et par conséquent dans la consolidation du PTBA 2014. Cependant pour assurer la qualité de concertation des partenaires, un délai supplémentaire de préparation et révision d'un mois est accordé à l'équipe de FORMAPROD en vue de disposer d'un PTBA 2014 consolidé et validé par le CNFAR d'ici le 31 janvier 2014.

2. Suivi – évaluation

62. Les manuels de procédures administratives et financières et celui du suivi évaluation ont été mis à jour. Les procédures pour le recrutement d'un cabinet pour réaliser l'enquête de référence de FORMAPROD sont en cours. Le dossier de consultation est au niveau du PRMP. Compte tenu des différents délais des procédures, cette enquête sera prévue vers février 2014. Des ateliers de planification participative sont à prévoir pour la validation du PTBA 2014 au niveau des régions selon, que le comité de pilotage régional est constitué ou non. Dans un domaine innovant comme la rénovation de la FAR, nécessitant plusieurs chantiers et activités pilotes, les indicateurs de suivi-évaluation doivent spécifier les indicateurs qualitatifs et ceux quantitatifs pour des approches maîtrisées où l'on cherche des résultats en nombre plus important.

3. Communication et gestion de savoirs

63. Le site web de FORMAPROD sera intégré dans le portail Web de la FAR. Ce site est élaboré en collaboration avec l'équipe interne de SFAR et de la Direction du suivi-évaluation et communication (DSEC) du MinAgri. Une dotation d'un serveur sera faite par le Programme, ce serveur sera dans les

⁶ Le maître d'ouvrage est celui qui commande le produit. Il est responsable pour la fixation des objectifs et la détermination du calendrier et des moyens (coût-délai-performance) pour les atteindre.

locaux de la DSEC. Un consultant en communication est en cours de recrutement. Ce consultant va élaborer la stratégie et le plan de communication de FORMAPROD. Des initiatives en matière de communication ont été réalisées par les équipes régionales: émissions radio pour présenter FORMAPROD ou pour sensibiliser les groupes cible sur la descente des enquêteurs pour la collecte des données dans les pôles de développement agricole; affiches pour la mobilisation des communes; émission vidéo sur l'atelier de sensibilisation SNFAR et sur l'atelier de lancement FORMAPROD EPR de l'Atsinanana; confection des T-shirts pour les manifestations organisées par le MinAgri lors de la journée mondiale de l'alimentation en octobre 2013.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
18. Initier une approche de gestion par étape et axée résultats (GAR) (PTBA, contrats, rapportage).	SE, SFAR, UL, EPR	28/02/14
19. Affiner des indicateurs de suivi – évaluation en spécifiant les résultats qualitatifs des résultats quantitatifs.	SE, UL, EPR	30/04/14
20. Programmer et encadrer convenablement les consultances et assistance technique.	SE, SFAR, UL, EPR	Continu

E. ASPECTS FIDUCIAIRES

1. Gestion financière

64. **Manuel des procédures.** La Mission a revu le manuel des procédures comptables, financières et administratives du Programme et recommande sa mise à jour pour: (i) intégrer les recommandations du FIDA (double visa des bons de commande, procédure de liquidation, codification des immobilisations, fréquence des DRF, procédure de paiement direct sur FRDA); (ii) réinsérer les descriptions des fonctions du personnel clé du projet (UL et EPR) et; (iii) ajouter les modalités de production des états financiers intermédiaires semestriels devant être produits et communiqués au FIDA.

65. **Procédures comptables.** Le paramétrage de TOMPRO est quasiment finalisé et les formations nécessaires ont été délivrées aux comptables et au RAF. La Mission a constaté que les frais de démarrage ne sont pas encore comptabilisés et préconise de régulariser cette situation sans délai. Il y a lieu également d'harmoniser le plan comptable entre les EPR et l'UL. La Mission a précisé qu'il n'y a pas besoin de payer une même facture par plusieurs sources de financement (prêt FIDA 50% et Fonds fiduciaire 50%). Le manuel des procédures administratives et financières devra spécifier les critères de prise en charge des catégories de dépenses partagées entre le Prêt, le Don et le Fonds fiduciaire.

66. La Mission recommande également: (i) la systématisation de la production de la fiche comptable à joindre au dossier; (ii) l'apposition du cachet "Saisie" sur les factures comptabilisées et; (iii) l'indication des références de règlement sur les factures payées et; (iv) la production des premiers états financiers intermédiaires en utilisant le module paramétré au niveau du Logiciel TOMPRO.

67. **Contrôle interne.** Le contrôle interne bien que favorable devrait être renforcé à plusieurs niveaux. En effet, il y aurait lieu de: (i) instaurer des contrôles inopinés de manière périodique par le RAF; (ii) poursuivre le processus de codification en cours et l'inventaire physique prévu en fin d'année; (iii) de prévoir une procédure de visa des états de rapprochement (préparés par les EPR) par le RAF; (iv) saisir de façon systématique sur TOMPRO l'ensemble des engagements y compris les bons de commande et toutes les demandes d'engagement autorisées et; (v) renforcer la communication plus régulière entre les comptables et le RAF (réunion mensuelle).

68. **Revue des dépenses.** Les comptes font ressortir un montant d'environ 15 000 USD d'avances octroyées par l'UL et les EPR sur frais de mission non encore justifiées par les personnes concernées (principalement équipe SFAR) ou non justifiées par des pièces probantes (équipe DRDR). La Mission rappelle que toute dépense devrait être appuyée par des pièces justificatives pour être éligible au financement du Programme. La revue d'un échantillon des dépenses (voir annexe) a également révélé des améliorations à introduire.

69. **Flux des fonds et demande de retrait de fonds (DRF).** Le projet a procédé à l'ouverture des comptes désignés dans la BNI et des sous-comptes dans la BNI et la BOA. Le choix de la banque BOA devrait être validé par le Ministère des finances. La Mission rappelle qu'il faudrait respecter la

fréquence de la demande de réapprovisionnement des comptes d'opération. En effet, afin de garantir le financement de toutes les activités planifiées, les DRF doivent être établies une fois que les dépenses admissibles payées à partir du compte d'opération représentent approximativement 30% du dépôt initial. A cette date, la Mission note un retard dans la préparation des DRF et la première DRF sur le prêt FIDA a été préparée au cours de la Mission.

70. Rapprochement des comptes dédiés. Le rapprochement au 30 septembre 2013 du compte dédié du prêt FIDA effectué au cours de la Mission a révélé un écart de 5 378,48 USD qui a été régularisé par la suite. *La Mission insiste sur la nécessité de préparer l'état de justification des autres comptes dédiés de manière régulière.* Les soldes des comptes spéciaux du Programme sont présentés dans le tableau ci-dessous. Le Programme dispose d'un niveau de trésorerie suffisant pour faire face à ses activités.

Rubrique	Prêt FIDA (USD)	Fonds fiduciaire espagnol (EUR)
Avance initiale	1 000 000	600 000
Solde du Compte Spécial au 30/09/2013	649 873	419 385
Solde des Compte des opérations au 30/09/2013	244 913	159 041
DRF en cours de traitement	99 913	21 625
DRF non encore créditées	-	-
Non encore sollicitées pour DRF		
Différence de conversion		
Moins intérêt échu	-77	-51
Total Justifié	994 622	600 000
Ecart à justifier	5 378	0

71. Conventions de partenariat et de subvention. Afin de sécuriser les canaux de financement les plus appropriés aux activités planifiées par le Programme, il est nécessaire d'établir un manuel de partenariat ou d'exécution incluant tous les modèles des conventions types de partenariat et de subvention en fonction de la nature des activités et du statut des partenaires (ONG, collectivité locale, établissement public, prestataire privé, ...). A ce titre, un premier travail de capitalisation sur les expériences des projets en cours est à réaliser.

72. Exécution budgétaire du PTBA 2013. Le PTBA consolidé de 2013-2014, a été approuvé par le Comité de pilotage du Programme (CNFAR) le 3 mai et par le FIDA le 9 juin 2013. Le PTBA 2013, d'un montant total de 3,962 millions USD enregistre au 31 octobre 2013 un décaissement, tout financement confondu, de 439 000 USD, soit un taux d'exécution financière de 11%. Ce faible taux s'explique par le retard important dans l'engagement et la réalisation des activités prévues dans le budget.

2. Décaissements

73. A la date du 31 octobre 2013, le décaissement effectif, tout financement confondu, s'élève à 439 000 USD, soit un taux de décaissement effectif de 0,7% du financement total du Programme. Le Prêt du FIDA est décaissé à 0,7% hors dépôt initial par rapport au montant alloué, soit un montant de 242 000 USD. Le fonds fiduciaire espagnol est décaissé à 0,8% hors dépôt initial par rapport au montant alloué, soit un montant de 146 000 USD. La contrepartie du Gouvernement est décaissée à hauteur de 0,7%, soit 52 000 USD.

3. Financement de contrepartie

74. La Mission relève un retard dans la mobilisation des Ressources propres internes (RPI) et dans les demandes d'émission sur le Budget national pour le paiement de la TVA et pour couvrir les dépenses de fonctionnement devant être financées par les fonds du Gouvernement. La Mission souligne la nécessité de respecter les engagements du GdM en matière de fonds de contrepartie et de la contribution de ceux-ci dans la réalisation des activités et des objectifs du Programme. Par ailleurs, les dépenses préfinancées sur les RPI avant l'ouverture des comptes spéciaux par le FIDA et le Fonds fiduciaire espagnol, devraient également être régularisées.

4. Conformité avec les dispositions de l'Accord de financement

75. Les différentes dispositions de l'accord de financement sont respectées notamment en ce qui concerne les conditions préalables au retrait des fonds, la gestion des comptes du Programme et le respect des procédures de passation de marchés. La Mission note toutefois que la création de l'UL n'a pas été matérialisée par une décision formelle. De même le personnel clé recruté par le Programme n'a pas encore donné lieu à l'établissement de contrats de travail. *La Mission recommande la formalisation des relations du projet FORMAPROD avec le personnel et les coordonnateurs régionaux des projets FIDA en cours. Il s'agira d'inclure clairement dans les TdR des personnes concernées les tâches à remplir dans le cadre de FORMAPROD. Cette formalisation pourrait se faire à travers un acte administratif.*

5. Passation des marchés

76. Le registre des contrats est établi conformément au modèle prévu par le manuel des décaissements du FIDA. *Ce registre devrait être actualisé notamment en indiquant tous les avis de non objection (ANO) obtenus et devrait être communiqué régulièrement au Chargé de programme FIDA. Par ailleurs, la Mission rappelle que le Programme doit soumettre à l'examen par le FIDA des décisions en matière de passation des marchés tel que stipulé dans le manuel des procédures. La situation des ANO non obtenus devrait être régularisée dans les plus brefs délais. En fonction des besoins, le Programme pourra envisager le recrutement d'un spécialiste de passation des marchés, mutualisé entre l'UL et les EPR.*

6. Audit

77. Les termes de référence de l'audit externe ont été préparés et revus par le FIDA. Un avis d'appel à manifestation d'intérêt a été publié. 6 cabinets ont répondu et la liste restreinte de 5 candidats a été communiquée au FIDA pour l'obtention de l'ANO. Le premier audit couvrira la période mai 2013 à décembre 2014, avec deux exercices séparés pour 2013 et 2014.

7. Cellule administrative et financière de l'UL

78. Compte tenu de ces défis au niveau de l'UL et de l'importance de la maîtrise de la gestion administrative et financière, la Mission recommande au RAF d'améliorer l'opérationnalité de la Cellule administrative et financière de l'UL et de recourir au besoin à l'appui du contrôleur interne de la CAP-FIDA. Une évaluation de cette opérationnalité est à prévoir d'ici avril 2014.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
21. Décision formelle de création de l'UL et des EPR.	RUL, MinAgri	31/12/13
22. Etablissement des contrats et nomination du personnel clé de l'UL et des EPR.	RUL, RAF	31/12/13
23. Demande ANO du FIDA pour recrutement d'un comptable UL.	RUL, RAF	31/12/13
24. Mise à jour du manuel de procédures comptables.	RAF	31/01/14
25. Mise à jour de la comptabilité du Programme (notamment enregistrement des frais de démarrage).	RAF	31/12/13
26. Production et communication des états financiers intérimaires (arrêtés fin décembre 2013) au FIDA.	RAF	31/01/14
27. Production d'un état de justification des comptes désignés.	RAF	Continu
28. Régularisation de justification des dépenses non appuyées par des pièces probantes.	RAF, comptables EPR	31/12/13
29. Etablissement de conventions types de partenariat et de subvention.	RUL	28/02/14
30. Mise à jour du registre des contrats et communication au FIDA.	RAF	20/12/13
31. Régularisation des non objections pour marchés dépassant les seuils et les contrats gré à gré.	RAF	20/12/13
32. Intervention intérimaire au titre du premier audit et communication du rapport sur le contrôle interne au FIDA.	RAF	30/06/14

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
33. Evaluation de l'opérationnalité de la Cellule administrative et financière de l'UL.	RUL, CAP-FIDA	30/04/14

F. AUTRES

79. Compte tenu du faible niveau actuel d'avancement de la mise en œuvre, lié entre autres au démarrage effectif des activités du programme en juillet 2013, la Mission recommande de reporter au deuxième semestre 2015 la première revue inter-phase. La prochaine mission de suivi est prévue pour le mois de juillet 2014.

80. L'OFID a accepté de cofinancer le projet Beboka (7,5 millions USD) en plus de celui des pôles de développement de FORMAPROD (14,7 millions USD). Cela fait l'objet de deux requêtes séparées. Après l'échange avec l'OFID, qui préconise la fusion des deux requêtes, la Mission encourage le Gouvernement à avancer rapidement dans la démarche de préparation d'une seule requête pour permettre la finalisation du dossier de financement avec l'OFID.

81. Comme recommandé par la récente évaluation du programme-pays du FIDA, la Mission encourage le développement de partenariats avec d'autres entités ayant des expériences en projet de FAR, en particulier celui avec l'île de la Réunion compte tenu notamment de la similitude du système d'exploitation (agro-écologie et types d'exploitation) et de sa proximité avec Madagascar. Pour pouvoir répondre rapidement aux demandes des groupes cibles, il faudrait prioriser l'accompagnement méthodologique à l'opérationnalisation régionale des FAR.

G. CONCLUSION

82. Les dimensions spécifiques de FORMAPROD ne sont pas encore suffisamment appropriées et prises en compte par les acteurs, en particulier sur les aspects suivants: (i) approche projet au sein de soutien à la rénovation FAR; (ii) appui de tout type de FAR: publics, privés et confessionnels; (iii) amélioration de la productivité en complémentarité/synergie avec les activités FAR; (iv) intégration de la dimension non agricole; (v) réponses à la demande structurée des groupes cibles; (vi) complémentarité avec les projets en cours financés par le FIDA et; (vii) différences entre vulgarisation agricole et formation agricole, notamment continue. Les activités de mise en œuvre de FORMAPROD n'ont pas encore vraiment décollé. L'atteinte du rythme de croisière dépend de la réalisation des recommandations stratégiques de la Mission. La finalisation de la mise en place des dispositifs de mise en œuvre, la simplification des approches d'exécution et le renforcement de l'appropriation de la SNFAR et de FORMAPROD sont à accélérer.

83. Le FIDA et le Gouvernement de Madagascar ont approuvé les constats et les recommandations de cette mission de supervision dans un aide-mémoire, validé et signé par les deux parties à Antananarivo, le 17 décembre 2013.

APPENDICES

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet et notes

Faits essentiels

Pays	Madagascar			No. du projet	1516	No. du prêt/don DSF	874
Projet	Vocational Training and Agricultural Productivity Improvement Programme					Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	10/01/2014						
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD						
Nbre de Supervisions	1	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0				
Dernière Supervision	17/12/2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi					

				Million USD		% Taux de décaissement
Approbation	03/07/2012			Coût total	86.09	
Accord	03/08/2012	Délai d'entrée en vigueur	10.3	FIDA Total	35.00	
Entrée en vigueur	08/05/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	32.99	4
Premier décaissement	05/07/2013			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA	2.01	16
Achèvement initiale	30/06/2023	Dernier audit		Financement national total	11.80	
Achèvement	30/06/2023			Beneficiaries	3.88	0
Clôture initiale	31/12/2023			Government (National)	7.92	0
Clôture	31/12/2023			Cofinancement total externes	39.29	
Nbre de prolongations	0			OFID	14.70	0
				Spanish Fund	18.83	0
				To be determined	5.75	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière		3	1. Qualité de la gestion du projet		4
2. Acceptabilité du taux de décaissement		3	2. Exécution du S&E		3
3. Fonds de contrepartie		3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution		2
4. Conformité à l'accord de financement		4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes		4
5. Conformité aux règles de passation des marchés		4	5. Lutte contre la pauvreté		
6. Qualité et ponctualité des audits			6. Efficacité du ciblage		
			7. Innovation et leçons apprises		
			8. Prise en climat et environnement		
B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Composante 1. Appuis à la mise en œuvre SNFAR		3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)		4
2. Composante 2 Régionalisation FAR et		2	2. Autonomisation		5

formation des				
3. 3. Composante 3. Pôles de développement agricole	2	3. Qualité de la participation des bénéficiaires		
		4. Adaptabilité des prestataires de services		
		5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)		
		6. Possibilité réplique à plus grande échelle		

B.5 Justification des notes

B.1.1 Les procédures de gestion financière du Programme demandent à être mieux maîtrisées au niveau du RAF. B.1.2 Le taux de décaissement est très faible (0,7% pour le Prêt FIDA, 0,8% pour le fonds fiduciaire espagnol et 0% pour le Don FIDA). B.1.3 Le taux de décaissement du fonds de contrepartie est à la même hauteur que les taux des fonds externes. B.1.4-5 Les dispositions de l'Accord de financement sont à part quelques détails, respectées. B.1.5 les règles de passation de marchés sont respectées. B.2.1 Le rôle de l'UL en tant que coordination technique des UE DES ACTIVI est géré de façon méticuleuse, rigoureuse et efficace. B.2.2 Le système de SE n'est pas suffisamment utilisé pour l'évaluation des résultats et des effets du Projet. B.2.3 Le taux d'exécution du PTBA 2012 n'est pas totalement satisfaisant (61%). B.2.4 Des efforts restent à faire pour augmenter le nombre de femmes bénéficiaires dans certaines activités, comme l'alphabétisation. B.2.5 La performance du ciblage mérite d'être suivie davantage. B.2.6 Le Projet touche les couches les plus vulnérables à travers les micro-projets, l'alphabétisation, la sécurisation des droits fonciers secondaires. B.2.7 AD2M doit faire encore beaucoup d'efforts pour capitaliser et diffuser toutes ses leçons tirées et expériences de succès. B.2.8 Les activités de sensibilisation environnementale et de reboisement ont avancé en quantité et qualité.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers		4
C.2 Sécurité alimentaire		4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique		4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)		4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Le Programme vient à peine de commencer (5 mois d'activités), et les activités démarrés sont relativement faibles car toute les institutions de gestion de la FAR au niveau national et régional ne sont pas encore en place ou entièrement opérationnelle.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)

Justification des notes sur les objectifs de développement

I est trop tôt pour émettre un avis

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	La gestion fiduciaire de FORMAPROD, à part les lenteurs enregistrées au niveau de la cellule administrative et financière, ne présente pas de risques majeurs. Cependant, le financement de l'OFID n'est pas encore en vigueur, ce qui peut perturber le bon démarrage des composantes 2 et 3.
Avancement de l'exécution du projet	Les difficultés à mettre en place tous les instruments de gestion de la FAR au niveau national, en particulier le Secrétariat exécutif, les commissions techniques et le règlement intérieur de la CNFAR, perturbent le bon avancement de FORMAPROD.
Produits et réalisations	Le fait que tous les dispositifs de mise en œuvre de FORMAPROD ne sont pas encore complètement installés, de l'implication insuffisante des acteurs privés de la FAR et d'une communication brouillée sur le rôle et l'articulation des différents acteurs ne facilitent pas la mise en place des premières activités et des résultats produits.
Durabilité	Ne peut être évalué encore.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Durabilité	Le Projet doit préparer un plan de désengagement et de consolidation des institutions mises en place (associations d'usagers de l'eau, IMF, etc.) et des circuits d'approvisionnement en intrants (outils, semences, produits vétérinaires) et de commercialisation des produits agricoles	Immédiat	En cours
Suivi-évaluation et Capitalisation	Le système de suivi-évaluation du Projet doit maintenant se concentrer sur l'évaluation des résultats et des effets du Projet, pour la capitalisation et la gestion des savoirs, et doit être davantage utilisé comme outil d'orientation et de prise de décision. La capitalisation des leçons tirées et des résultats du Projet revêt également une importance qui ne peut être sous-estimée: les expériences et les succès du Projet ne pourront être répliqués et reproduits à plus grand échelle au travers de financements additionnels que s'ils auront été suffisamment analysés et documentés.	Immédiat	En cours

Observations supplémentaires

suite de B.5 Justification des notes B.3.1 Les aménagements hydro-agricoles et l'intensification agricole sont les activités de cette composante avec des résultats remarquables. B.3.2 Le nombre de certificats fonciers produits a augmenté, mais des efforts restent à faire dans la structuration et le renforcement des capacités des organisations de producteurs. B.3.3 Le don PARECAM a été clôturé avec succès. B.4.1 Voir B.3.2. B.4.2 Les activités pour l'autonomisation sont satisfaisantes. B.4.4 Améliorations visibles. B.4.5 Le Projet doit formaliser le plan de désengagement. B.4.6 Le don PARECAM en est la preuve et le formulation en cours du Projet Beboka sous financement OFID.

Appendice 2: Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats

Logique d'intervention	Indicateurs de performance et d'évaluation	Sources de vérification	Hypothèses
1. OBJECTIF GLOBAL	* à suivre à chaque supervision.		
Contribuer à l'amélioration de la productivité agricole et l'augmentation des revenus des exploitations agricoles familiales, par la formation professionnelle des jeunes ruraux (préparer les nouvelles générations de jeunes ruraux aux métiers de l'agriculture)	<ul style="list-style-type: none"> Index des biens des ménages (RIMS) Revenus des exploitations types suivies par les ROR * Nombre d'EAF et MER faisant état d'une augmentation de revenus consécutive au projet Niveau de sécurité alimentaire des groupes cibles Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes de référence et évaluations d'impact Enquêtes des réseaux Rapports d'achèvement et d'évaluation du programme Enquêtes de notoriété du programme Enquêtes annuelles de revenus des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> Contexte sociopolitique et économique stable Complémentarité et synergie avec les autres programmes/projets Pas de changement drastique de la politique nationale de développement rural
2. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES			
1. un système national de formation agricole et rurale (FAR) soutenant le développement du secteur agricole	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de mise en œuvre de la Stratégie nationale de FAR Efficience du suivi, certification et contrôle des institutions de FAR Efficacité des méthodes de production et diffusion des savoirs utilisées Niveau de participation des différents partenaires dans la mise en œuvre opérationnelle de la SNFAR * Nombre acteurs/opérateurs/prestataires directement impliqués dans la mise en œuvre de la SNFAR. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports de suivi du MinAgri, SEETFP et MEN Enquêtes de référence et évaluations d'impact Enquêtes de suivi post-formation et post-installation SNFAR et rapports de suivi de mise en œuvre Rapports du réseau national FAR Comptes-rendus des réunions des comités de pilotage régionaux et national 	<ul style="list-style-type: none"> Respect des engagements des institutions de formation partenaires Participation active des acteurs de la FAR Implication adéquate des réseaux /ONG d'appui/co-financiers (BIMTT, SAF, etc.) Adhésion et soutien actif des organisations de producteurs dans la promotion de la formation des jeunes Mobilisation dans les niveaux de qualité requis et les délais prévus de l'assistance technique internationale (ATI) prévue Intégration des savoirs produits par le programme dans le système SEGS avec l'appui de la CapFIDA Respect des leurs engagements des institutions de formation partenaires (notamment prise en charge progressive des frais de fonctionnement) Implication adéquate des réseaux /ONG d'appui/co-financiers (BIMTT, SAF, etc.) Adhésion et soutien actif des OP dans la promotion de la formation des jeunes Absence d'aléas climatiques majeurs Absences de délais majeurs dans la réalisation des travaux d'aménagement et autres infrastructures Prix des intrants commerciaux restent à des niveaux raisonnables
2. un dispositif régional de FAR adapté aux besoins des ruraux	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et niveau de formation de jeunes ruraux et techniciens (h/f) formés Qualité et adaptation des formations et enseignements dispensés Durabilité (institutionnelle et financière) Institutions/ formations mises en place Nombre de jeunes ruraux et d'EAF installées avec l'appui du programme FORMAPROD * Nombre de jeunes formés ayant trouvé un emploi 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports de supervision/ suivi du FIDA Sites internet FORMAPROD, SEGS et CapFIDA Rapports d'activités et de suivi-évaluation (S-E) Rapports de revue en cours et en fin programme Rapports des PS et institutions partenaires (centres de formation, IMF) 	
3. l'augmentation de la productivité des EAF par la valorisation des formations.	<ul style="list-style-type: none"> * Production additionnelle dans les pôles de production et nombre d'EAF formées faisant état d'une augmentation de la productivité Taux d'utilisation et exploitation durable des infrastructures collectives de production (périmètres irrigués, pistes, infrastructures d'élevage, marchés agricoles) mises en place Revenus générés et durabilité des microprojets productifs Prix payés aux producteurs et réduction des pertes après récolte 	<ul style="list-style-type: none"> Etudes et enquêtes de référence Rapports des centres de formation partenaires Rapports d'activités et d'évaluation du programme Enquêtes de suivi post-formation Enquêtes de suivi post-installation Enquêtes et évaluations d'impact 	

République de Madagascar: Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)

Rapport de supervision - Appendices - Dates de la mission: 02 au 17 décembre 2013

3. RESULTATS ET ACTIVITES DES COMPOSANTES			
Composante 1: Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR)			
<p>1.1 Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR</p> <p>Résultat 1.1.1 Le Conseil national CNFAR (avec son Secrétariat Exécutif SE) et les CRFAR sont constitués (voies réglementaire)</p> <p>Résultat 1.1.2 Les textes et règlements institutionnels de mise en œuvre de la SNFAR sont élaborés</p> <p>Résultat 1.1.3 La gestion des dispositifs de FAR est paritaire et décentralisée</p> <p>1.2 Amélioration, animation et régulation des dispositifs de FAR</p> <p>Résultat 1.2.1 Les dispositifs de formation des formateurs (ingénierie de formation et pédagogique) et des concepteurs/gestionnaires sont améliorés</p> <p>Résultat 1.2.2 Les procédures d'agrément des structures de FAR sont améliorées</p> <p>Résultat 1.2.3 Le système de conception, d'actualisation et de validation des curricula est mis en place</p> <p>Résultat 1.2.4 Les procédures d'accréditation de la FAR (diplômes, certificats) et de leur contrôle sont renforcées</p> <p>1.3 Appui aux systèmes de financement durable de la FAR</p> <p>Résultat 1.3.1 L'analyse et la mise en place de mécanismes pérennes de financement de la FAR sont effectuées</p> <p>Résultat 1.3.2 Le Fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR (FDA/FRDA) est organisé et opérationnel</p> <p>1.4 Pilotage, S&E, gestion des savoirs et communication (SEGS)</p> <p>Résultat 1.4.1 L'Unité de liaison (UL) et les Equipes régionales de projets (ERP) sont mises en place et opérationnelles</p> <p>Résultat 1.4.2 Le fonctionnement du SFAR/MinAgri et du Réseau national FAR est consolidé</p> <p>Résultat 1.4.3 Le système de S&E et de pilotage du programme est mis en place en se fondant notamment sur les observatoires ruraux existants (ROR)</p> <p>Résultat 1.4.4 Les centres de ressources régionaux (GS) sont créés et renforcés pour : (i) l'information de masse sur la FAR et la politique agricole ; (ii) la documentation sur les savoirs constitués ; (iii) la production de savoirs émergents (référentiels, curricula, matériels didactiques) et leur capitalisation (site web, radios locales, CapFIDA, CITE)</p>	<p>Efficacité de la coordination entre projets au niveau régional et national</p> <p>Pertinence des arrangements institutionnels adoptés pour la SNFAR</p> <p>Nombres, complémentarités et synergies entre les dispositifs de formation déployés</p> <p>Efficience des dispositifs de formation</p> <p>Niveau de déconcentration de la mise en œuvre de la stratégie SNFAR</p> <p>Efficacité des méthodes de production et valorisation des savoirs utilisés</p> <p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 SNFAR élaborée, validée et publiée, mise en œuvre et régulièrement mise à jour 1 Conseil national CNFAR représentatif créé avec 1 Secrétaire Exécutif (1 Coordonnateur et 3 cadres responsables) 1 appui apporté (AT) à l'opérationnalisation du dispositif institutionnel de la SNFAR (2 premières années) en partenariat avec/AFD et l'UNESCO (mise en réseau d'établissements) 1 appui apporté au fonctionnement du CNFAR et à la rationalisation du travail du SECNFAR (2 ans) Le Service SFAR/Minagri renforcé (éventuellement en Direction DAFAR) 1 appui est apporté (AT) au Réseau FAR national Renforcement du capital humain dans le dispositif de mise en œuvre de la FAR (RC des cadres et des acteurs de la FAR, sessions de formation des formateurs, ateliers nationaux et rencontres régionales annuelles) Rationalisation des stratégies et outils de formation des établissements et institutions de la FAR (réforme du cadre réglementaire, amélioration des méthodes de formation et du matériel didactique) Renovation des cursus de formation/curricula est effective 1 dispositif de contrôle et d'habilitation des établissements est mis en place 1 dispositif d'inspection et des outils de gestion sont opérationnels 1 Fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR mis en place au niveau national (FDA) et régional (FRDA) 1 dispositif de mécanismes de financement établi (fiscalité et parafiscale) des modalités de participation des bénéficiaires clairement définies des QP/OPA impliquées dans la gouvernance et le financement de la FAR des IMFet des produits financiers adaptés aux besoins des jeunes et des producteurs bénéficiaires 1 Unité de liaison (UL) au niveau national et des équipes régionales de programmes (ERP) constituées et fonctionnelles Poursuite des activités dans les régions et pôles assurée après la fin des projets FIDA en cours (avec désignation d'un Coordonnateur inter-régional à partir de la 4^{ème} année) 1 Système de gestion de l'information mis en place et fonctionnel 1 Situation de référence établie 2 Etudes intermédiaires et 1 Etude finale de résultat et d'impact 2 Revues intermédiaires 1 plan de désengagement et de transfert des acquis et savoirs (PATAS) est élaboré en fin de 8ème année 	<p>Document de SNFAR et rapports de suivi de sa mise en œuvre</p> <p>Rapports et comptes-rendus des réunions et des ateliers du réseau national FAR</p> <p>Rapports et notes du service SFAR/MINAGRI</p> <p>Rapports d'activité du programme</p> <p>Rapports d'activités et de suivi-évaluation (S-E)</p> <p>Rapports de revue en cours et en fin de programme</p> <p>Rapports des PS et institutions partenaires (centres de formation, IMF)</p> <p>Rapports de suivi du Minagri, SEETFP et MEN</p> <p>Enquêtes de référence et évaluations d'impact</p> <p>Enquêtes de suivi post-formation et post-installation</p> <p>Comptes-rendus des réunions des comités de pilotage régionaux et national</p> <p>Rapports d'activités (techniques et financiers) du programme</p> <p>Rapports des missions de suivi de conformité avec les politiques nationales</p> <p>Rapport d'activités des centres de formation partenaires</p> <p>Rapports d'activités (techniques et financiers) du programme</p> <p>Rapports des missions de suivi de conformité avec les politiques nationales</p> <p>Rapport d'activités des centres de formation partenaires</p> <p>Sites internet FORMAPROD, SEGS et CapFIDA</p> <p>Evaluations externes</p> <p>Enquêtes de notoriété du programme</p> <p>Rapports de contrôle interne de gestion</p> <p>Rapports de suivi/contrôle de la CapFIDA</p> <p>Audits annuels</p> <p>Revue à mi-parcours</p> <p>Rapport d'achèvement</p> <p>Rapport d'évaluation finale</p>	<ul style="list-style-type: none"> Synergie avec projets FIDA et les autres bailleurs Bonne coopération entre MINAGRI et SEETFP Respect des leurs engagements des institutions de formation partenaires (notamment prise en charge progressive des frais de fonctionnement) Implication adéquate des réseaux /ONG d'appui/cofinanciers (BIMTT, SAF, etc.) Adhésion et soutien actif des OP dans la promotion de la formation des jeunes et dans l'orientation de la formation des techniciens/animateurs Participation active de l'ensemble des acteurs de la FAR et partage des informations, expériences, curricula, etc. entre eux Mobilisation dans les niveaux de qualité requis et les délais prévus de l'assistance technique internationale Claire répartition des tâches entre l'UL, les équipes régionales (ERP) des autres projets « FIDA » et les PS aux niveaux national et des régions d'intervention Intégration des résultats et savoirs produits par le programme dans le système SEGS avec l'appui de la CapFIDA Utilisation d'une variété de médias adaptés aux différents publics visés Rapidité dans la mise en place des moyens humains et matériels de l'UL et des équipes régionales Respect des procédures de sélection compétitives du personnel de l'UL et des équipes régionales Organisation efficace pour la gestion des contrats et des marchés Coordination et complémentarité avec les autres projets Compétence et motivation suffisantes du personnel retenu

République de Madagascar: Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)

Rapport de supervision - Appendices - Dates de la mission: 02 au 17 décembre 2013

Composante 2: Formation professionnelle et opérationnalisation régionale de la FAR		
<p>2.1 Management des dispositifs de FAR au niveau régional</p> <p>Résultat 2.1.1 Des mécanismes paritaires de concertation et de décision sont élaborés (GTDR et cohérence avec les PRDR)</p> <p>Résultat 2.1.2 Des plans régionaux « Qualité de la FAR » sont mis en oeuvre et opérationnels</p> <p>Résultat 2.1.3 Des modèles économiques durables de dispositifs de FAR sont définis avec des mécanismes de financement public (guichet FAR/FRDA)</p> <p>Résultat 2.1.4 Les données quantitatives et qualitatives sur la FAR sont valorisées</p> <p>2.2 Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique</p> <p>Résultat 2.2.1 L'enseignement pratique dans les écoles primaires et collèges est développé avec : (i) la sensibilisation enseignants primaire/secondaire aux métiers ruraux ; et (ii) la mobilisation du réseau d'enseignants formé aux pédagogies actives</p> <p>Résultat 2.2.2 La FAR de masse est appuyée par la création de CMR dans 860 communes (méthode REFLECT ; formation duale ; formation continue ; champs-écoles paysans (CEP))</p> <p>Résultat 2.2.3 Les centres de formation professionnelle sont appuyés : (i) construction et équipement de nouveaux centres de formation ; (ii) formation/recyclage équipes pédagogiques et de direction ; (iii) renforcement des curricula pour la communication/animation rurale ; (iv) mécanismes de bourses EFAR</p> <p>2.3 Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux</p> <p>Résultat 2.3.1 Deux établissements EFT/région avec 1 de référence sont créés et/ou réhabilités</p> <p>Résultat 2.3.2 La formation continue pour les techniciens, enseignants et les équipes de direction et leaders paysans est effective</p> <p>Résultat 2.3.3 Un mécanismes boursier est mis en place pour 1500 techniciens</p> <p>2.4 Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement de leur installation</p> <p>Résultat 2.4.1 Le suivi technico-économique de 100 000 projets professionnels est assuré</p> <p>Résultat 2.4.2 L'appui au paysans formateurs est effectif (pack post-formation ; dotation équipement)</p> <p>Résultat 2.4.3 Un appui au montage de dossiers financiers auprès des IMF est apporté</p> <p>Résultat 2.4.4 La production de savoirs émergents sur « CMR – orientation – insertion » est assurée</p>	<ul style="list-style-type: none">Nombre, efficience et durabilité centres formation agricoles opérationnelsNombre et niveau de qualification des Jeunes ruraux (h/f) formésNombre et niveau de qualification des techniciens (h/f) formésQualité des formations pratiques dispenséesTaux de réussite de l'installation des jeunes agriculteurs après 3 ans <p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none">13 CRFAR créés et renforcés par au moins un cadre supplémentaire chargé de la FARChaque région dispose d'un fonds de soutien durable et adapté pour la FARDurant au moins 6 ans, chaque CRFAR a renforcé les compétences de ses membres par un Plan de Formation. 13 plans régionaux « Qualité de la FAR » ont été conçus et sont appliqués dans 80% des EFAR/EFTEnviron 450 000 élèves du primaire et du secondaire ont bénéficié d'un enseignement pratique sur le développement agricole et ruralEnviron 2 000 socio-organisateur villageois ont bénéficié d'une formation initiale et continue qui leur permette d'animer de façon autonome un CMREnviron 100 000 jeunes producteurs (h/f) formés (dont 30% de femmes) au niveau des collèges, CMR et apprentissage du type PROSPEREREnviron 690 / 860 CMR fonctionnent de façon autonome sans appui extérieur pour la rétribution des des socio-organisateur/s et les dépenses courantesEnviron 4 700 élèves ont renforcé leurs compétences agricoles et entrepreneuriales dans les EFAREnviron 250 enseignants et formateurs d'EFAR ont renforcé leurs compétences en pédagogie et dans leur spécialité techniqueChaque région dispose de 2 EFT fonctionnels dont un de référence pour la FAREnviron 1 500 techniciens / techniciens supérieurs ont été formésEnviron 3 650 enseignants/techniciens ont été formés et/ou recyclés en pédagogie et dans leur spécialité techniqueEnviron 6 500 leaders paysans ont été formés pour jouer un rôle actif au service du développement agricole et ruralEnviron 4 000 / 7 500 villageois ont renforcé leurs compétences en orientation et tutorat pour les jeunes formésEnviron 100 000 projets professionnels ont été réalisés (micro-entrepreneurs)150/200 recherches-actions ont été réalisées et ont permis de mettre au point un système de CMR, d'orientation et d'insertion adapté aux jeunes ruraux les plus pauvres	<ul style="list-style-type: none">Coordination des actions et bonne communication entre Minagri, SEETFP et MENAbsence de conflit entre MINAGRI et SEETFPRecours à l'ATI dans les quantités/délais requisStratégie et dispositions nationales/régionales incitant l'installation de jeunes producteursImplication des OP régionales et des Chambres d'agriculture dans le soutien à l'installation des jeunesInclination des populations cibles à changer leurs pratiques de productionIntérêt des populations cibles à suivre des sessions de perfectionnementÉquipement et techniques de production appropriés aux EAF disponiblesProcédures transparentes et équitables de montage, approbation et accompagnement des microprojetsDemande solvable au niveau des EAFTerres disponibles

Composante 3 : Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles			
<p>3.1 Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole</p> <p>Résultat 3.1.1 La formation et le perfectionnement technique des producteurs (CEP) sont assurés</p> <p>Résultat 3.1.2 Des appuis à l'intensification de la production sont apportés à travers des microprojets productifs (MP) et des projets coup de pouce pour les vulnérables</p> <p>Résultat 3.1.3 Le développement de services agricoles (semences, santé animale, mécanisation) est consolidé</p> <p>3.2 Appui à l'accès aux services financiers et commerciaux</p> <p>-Initiatives de valorisation de la production</p> <p>Résultat 3.2.1 Une animation commerciale participative est effectuée dans les pôles de production</p> <p>Résultat 3.2.2 La collecte et la diffusion d'informations commerciales adaptées sont effectuées</p> <p>Résultat 3.2.3 La formation des acteurs des filières en commercialisation est consolidée</p> <p>Résultat 3.2.4 Les initiatives de groupage et stockage de la production, d'infrastructures de marché et de réduction des pertes après récoltes sont appuyées</p> <p>Résultat 3.2.5 La transformation des produits agricoles est développée</p> <p>-Élargissement et adaptation des services de financement rural</p> <p>Résultat 3.2.6 Les réseaux de microfinance (IMF) sont densifiés</p> <p>Résultat 3.2.7 Les produits et services financiers sont adaptés aux besoins des bénéficiaires cibles</p> <p>Résultat 3.2.8 Un soutien est apporté aux services publics connexes (guichets fonciers, état civil)</p> <p>3.3 Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole</p> <p>Résultat 3.3.1 Des aménagements hydro-agricoles sont réalisés (6 000 ha)</p> <p>Résultat 3.3.2 Le désendiguement des bassins de production (210 km de pistes) et des infrastructures d'élevage sont réalisés</p> <p>Résultat 3.3.3 Les associations d'usagers des infrastructures réalisées (AUE, AUP, AEL) sont mises en place et renforcées</p>	<ul style="list-style-type: none"> Niveaux de rendement et d'utilisation des techniques améliorées Superficie irriguée aménagée, Km de pistes, Tonnage groupage/stockage, et taux utilisation et performance infrastructures/équipements Pérennité des systèmes d'information sur les marchés (SIM) mis en place Niveau de maîtrise des marchés par les EAF Performance et durabilité des microprojets et unités de transformation Efficience des points de services financiers ruraux créés et adaptation des services offerts aux besoins des groupes cibles <p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> Recrutement et formation de 5 conseillers agricoles (CA) et de 2 socio-organiseurs (SO) par pôle au minimum 1 000 nouveaux producteurs installés et accompagnés 990 CEP (champs-écoles paysans) mis en place et fonctionnels, 30 000 producteurs formés sur CEP 4 080 formations spécialisées, 120 voyages d'échanges et 300 participations à des foires 660 projets coup de pouce pour les vulnérables (8 000 bénéficiaires dont 50% de femmes) 1 080 micro-projets MP à coûts partagés (soit 12 000 bénéficiaires dont 50% de femmes) 50 groupements semenciers, 30 artisans fabricants et réparateurs de matériel agricole et 150 vaccinateurs villageois appuyés 6 diagnostics participatifs de commercialisation et financement rural effectués et validés par l'ensemble des acteurs 1 équipe d'animation commerciale mise en place par pôle 10 000 producteurs bénéficiaires de services d'animation commerciale 6 Systèmes d'information sur les prix et marchés agricole (SIM) régionaux fonctionnels au moins 6 000 producteurs directement utilisateurs des SIM mis en place au moins 4 000 participants à au moins une session de formation ou une visite professionnelle ou un stage pratique 18 communes dotées d'infrastructures et équipement de marchés 54 bâtiments de groupage/stockage construits et utilisés dont 30 pour le groupage, 18 pour le stockage et 6 pour les produits périssables, 30 unités de transformation réalisées dont 6 unités pilotes, 90 études de faisabilité effectuées 24 bâtiments communaux d'accueil des unités en démarrage construits, 18 points communaux de service de microfinance permanents ou temporaires ou guichets mobiles mis en place 6 ateliers régionaux d'analyse et de coordination des services financiers au moins 20 000 bénéficiaires de crédits adaptés en année pleine 6 opérations d'omission de cartes d'identités et jugements suppléifiés 6 Comités d'immatriculation foncière (CRIF) constitués, 10 guichets fonciers mis en place et fonctionnels 6 000 ha hydro-agricoles aménagés/réhabilités, dont 1 800 ha de nouveaux périmètres, 80 AUE fonctionnelles, 20 000 attributaires de parcelles irriguées 210 km de pistes aménagées; 40 ouvrages de franchissement réalisés; 30 AUP fonctionnelles 24 infrastructures d'élevage installées (couloirs de vaccination et points d'abreuvement) et 24 AEL fonctionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités Statistiques agricoles régionales Rapport des diagnostics des pôles Rapport d'activités et d'évaluation Enquêtes qualitatives auprès des producteurs, des acteurs des filières et des bénéficiaires de microprojets dans les pôles de production Complexes d'exploitation des unités MER mises en place Comptes-rendus des ateliers nationaux et régionaux et des foires Enregistrements radio/télé Rapports des prestataires PS Rapports des diagnostics des SIM Rapports de réalisation des PS organisant les foires et ateliers Rapports annuels des plateformes et archives de leurs comptes-rendus et correspondances Rapports financiers des prestataires Rapport des études d'implantation des points de services/caisses Conventions signées avec IMF partenaires Rapports d'activités, rapports financiers et base de données des réseaux d'IMF appuyés Rapports d'évaluation Rapports d'activité et de S-E du programme et de PROSPERER Enquêtes d'impact auprès des clients des IMF Base de données de la CNMF Rapport des études de faisabilité de nouveaux produits Conventions signées pour l'usage des instruments financiers Rapports d'activités des IMFpartenaires Conventions signées avec les districts pour les services d'état civil Conventions signées pour la mise en place des guichets fonciers Convention-cadre signée avec PNMIF Rapport de réception des travaux Rapport d'activités du programme Rapports d'évaluation Ateliers participatifs de S-E 	<ul style="list-style-type: none"> Le cadre législatif et réglementaire est stabilisé ou évolue favorablement pour la mise en oeuvre des actions de développement Les administrations concernées sont opérationnelles au niveau de chaque région et disposées à apporter leurs services dans chaque pôle Efficacité et compétence des PS mobilisés Création de partenariats gagnants/gagnants entre producteurs et commerçants/absence de conflits d'intérêts majeurs Inclination des populations cibles à changer leurs pratiques de valorisation des récoltes Inclination des autres acteurs des filières agricoles à établir de nouvelles formes de relations Autonomisation et stabilisation institutionnelle de l'ODR avec champ élargi Autres SIM et acteurs professionnels des filières disposés à participer Intérêt des populations cibles à suivre des sessions de formation continue et des stages pratiques Les communes rurales concernées s'impliquent dans la mise à disposition des emplacements/locaux Les réseaux d'IMF impliqués en milieu rural manifestent leur intérêt et leur volonté d'approfondir leur pénétration dans les pôles de production Les autorités nationales compétentes CNMF et CSBP favorisent les partenariats avec ces IMF et sont associées à leur sélection Les instruments financiers mis en place par PROSPERER sont validés pour être étendus à tous les pôles Les partenariats avec les IMF sont opérationnels Les IMF partenaires prennent en considération les besoins des ruraux Intérêt des collectivités locales dans la réalisation et la bonne utilisation des infrastructures collectives d'appui à la production Implication des usagers dans l'entretien et la gestion des infrastructures Passation de marchés dans les temps impartis Les variations saisonnières des prix sont assez régulières et prévisibles pour rentabiliser le stockage Les communes rurales concernées manifestent leur intérêt et contribuent à la réalisation des bâtiments d'accueil (terrains constructibles bien localisés) Les partenariats avec les IMF sontopérationnels pour faciliter le financement des équipements. certificats fonciers comme des garanties valides

Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus

1. Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Évaluation d'ensemble du Programme		
1. Mettre en place officiellement tous les organes de la SNFAR.	SG MinAgri, CNFAR	30/06/14
2. Accélérer la préparation du plan opérationnel de mise en œuvre à court terme de la SNFAR.	CNFAR, SFAR, CRFAR	31/03/14
3. Finaliser la mise en place de l'UL, des EPR (incluant les cellules d'appui aux pôles).	SG MinAgri, UL, EPR	28/02/14
4. Dissocier temporairement, en 2014, la composante 1 des deux autres.	CNFAR, CRFAR, SE, UL, EPR	Continu
5. Adopter des processus formels de consultation, concertation et validation à chaque étape de la rénovation FAR et de la mise en œuvre de FORMAPROD.	CNFAR, CRFAR, SE	Immédiat
6. Lancer les activités de gestion des savoirs soutenant le développement des offres de formation et le processus de rénovation FAR.	Tous les acteurs	31/03/14
7. Affiner et finaliser la charte de partenariat.	CNFAR, CRFAR, SE, SFAR	30/06/14
Composante 1. Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale SNFAR		
8. Réviser les TdR des cadres UL/EPR et finaliser le transfert ou le recrutement des cadres.	SG MinAgri, UL, EPR	28/02/14
9. Préciser les canaux de financement des différentes activités.	UL, EPR	30/04/14
10. Organiser des ateliers d'échange et d'harmonisation pour les acteurs d'exécution de FORMAPROD.	UL, EPR	31/03/14
Composante 2. Formation professionnelle des jeunes ruraux et opérationnalisation régionale de la FAR		
11. Mettre en place d'une manière concertée un processus formel de priorisation des actions pour le PTBA 2014.	CRFAR, EPR, SFAR	28/02/14
12. Organiser les appuis aux EFAR selon les priorités du PTBA 2014.	EPR, EFAR	30/04/14
13. Mettre en place des réseaux FARMADA régionaux.	FARMADA, DRDR	30/04/14
14. Appuyer la préparation d'une manière participative des schémas régionaux FAR.	CRFAR, SFAR, SE	30/09/14
15. Accélérer la phase expérimentale du projet de formation Insertion de JRD réalisé conjointement par l'UNESCO et FORMAPROD.	UNESCO, UL	Continu
Composante 3. Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricole		
16. Préparer un recueil de notes méthodologiques sur les activités phares de la composante 3 en liaison avec les activités de formation de la composante 2.	UL, EPR	30/04/14
17. Mettre à jour la répartition des responsabilités thématiques des projets pour la mise en œuvre de chaque sous-composante.	UL, EPR	Immédiat
Exécution du Programme		
<i>Coordination du Programme</i>		
18. Initier une approche de gestion par étape et axée résultats (GAR) (PTBA, contrats, rapportage).	SE, SFAR, UL, EPR	28/02/14

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
19. Affiner des indicateurs de suivi – évaluation en spécifiant les résultats qualitatifs des résultats quantitatifs.	SE, UL, EPR	30/04/14
20. Programmer et encadrer convenablement les consultances et assistance technique.	SE, SFAR, UL, EPR	Continu
<i>Aspects fiduciaires</i>		
21. Décision formelle de création de l'UL et des EPR.	RUL, MinAgri	31/12/13
22. Etablissement des contrats et nomination du personnel clé de l'UL et des EPR.	RUL, RAF	31/12/13
23. Demande ANO du FIDA pour recrutement d'un comptable UL.	RUL, RAF	31/12/13
24. Mise à jour du manuel de procédures comptables.	RAF	31/01/14
25. Mise à jour de la comptabilité du Programme (notamment enregistrement des frais de démarrage).	RAF	31/12/13
26. Production et communication des états financiers intérimaires (arrêtés fin décembre 2013) au FIDA.	RAF	31/01/14
27. Production d'un état de justification des comptes désignés.	RAF	Continu
28. Régularisation de justification des dépenses non appuyées par des pièces probantes.	RAF, comptables EPR	31/12/13
29. Etablissement de conventions types de partenariat et de subvention.	RUL	28/02/14
30. Mise à jour du registre des contrats et communication au FIDA.	RAF	20/12/13
31. Régularisation des non objections pour marchés dépassant les seuils et les contrats gré à gré.	RAF	20/12/13
32. Intervention intérimaire au titre du premier audit et communication du rapport sur le contrôle interne au FIDA.	RAF	30/06/14
33. Evaluation de l'opérationnalité de la Cellule administrative et financière de l'UL.	RUL, CAP-FIDA	30/04/14

2. Feuille de route 2014 pour la mise en œuvre de la SNFAR et du Programme FORMAPROD

Points stratégiques	Actions nécessaires	Résultats	Echéance	Responsable
Dispositifs de mise en œuvre	SNFAR/CNFAR: (i) Mise en place des commissions; (ii) Préparation du règlement intérieur; (iii) Mise en place du SE/CNFAR	<ul style="list-style-type: none"> Une commission CNFAR opérationnelle par chantier de la rénovation Règlement intérieur et planning d'activités préparés Fonctions du Secrétariat exécutif et TDR de ses membres revus à partir du document FORMAPROD SE et cadres méthodes recrutés 	31/03/14	SG Minagri, CNFAR
	FORMAPROD: Finalisation de la mise en place UL/ EPR avec CAP	<ul style="list-style-type: none"> Organigramme finalisé Fonctions et TDR mis à jour Cadres transférés ou recrutés 	30/04/14 30/06/14	CNFAR SG Minagri, CNFAR
Gouvernance	SNFAR/CRFAR: (i) Mise en place de processus formel; (ii) Atteindre un niveau optimal d'opérationnalité pour assurer la gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> Le schéma de la rénovation est préparé Le plan d'action de la rénovation est préparé d'une manière participative et concertée Des processus formels de mise en œuvre sont mis en place (pour permettre consultation, programmation, validation par étape) 	31/01/14 28/02/14	SE, CNFAR (nat.) – CRFAR, SFAR (rég.)
	FORMAPROD	<ul style="list-style-type: none"> Les modalités de contribution de FORMAPROD à la SNFAR sont définies Les PTBA sont éclatés en étapes et échéances; Les choix des approches et outils sont à définir avec l'ensemble des acteurs Rôle de coordination technique et responsable des résultats précisé 	30/06/14 (nat.) 28/02/14 (rég.) 28/02/14 (rég.)	SE, CNFAR (nat.) – CRFAR, SFAR (rég.)
	Au niveau national	<ul style="list-style-type: none"> Le partage des rôles entre: CNFAR, commissions, SE, CIM, SFAR, FARMADA, UL, ... est clarifié (charte de partage des rôles) 	30/06/14	Tous les acteurs
Périmètre d'intervention des groupes d'acteurs	Au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> Le partage des rôles entre: Région, CRFAR, DRDR, EPR, FRDA, IMF, EFAR, CSA, réseau FARMADA régional, ... est clarifié (charte) 	30/06/14	Tous les acteurs
	Intégrer la subsidiarité entre le national et le régional dans le partage des rôles des acteurs	<ul style="list-style-type: none"> Les dimensions nationales et régionales de la FAR sont définies et l'articulation des deux niveaux est clarifiée au niveau responsabilités 	30/04/14	CNFAR, CRFAR
Appropriation du processus	CNFAR	<ul style="list-style-type: none"> Une communication garantissant la cohérence et l'alignement à la SNFAR est mise en œuvre Les supports de communication des étapes des chantiers de rénovation sont partagés Le système de suivi-évaluation et le développement de partenariat sont mis en place 	Continu En fonction des étapes 30/06/14	SE, Commissions, Session

Points stratégiques	Actions nécessaires	Résultats	Echéance	Responsable
Priorisation, simplification pour accélérer et dynamiser la mise en œuvre	FORMAPROD	<ul style="list-style-type: none"> Les dimensions suivantes sont prises en compte: (i) approche projet; (ii) amélioration de la productivité; (iii) non agricole (iv) réponses à des demandes des cibles; (v) l'installation / l'insertion des jeunes; (vi) complémentarité avec les projets FIDA en cours 	30/04/14	UL, EPR, ONGT
	Ateliers des acteurs de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Appropriation du plan de mise en œuvre des recommandations Approfondissement des approches et outils de mise en œuvre par un atelier interne 	31/01/14	UL avec tous les acteurs
	Priorisation/simplification	<ul style="list-style-type: none"> Découpler provisoirement en 2014 la mise en œuvre des trois composantes de FORMAPROD Simplification de la mise en œuvre du PTBA 2014 en priorisant d'une manière concertée les portes d'entrée des actions 	28/02/14	UL avec tous les acteurs
	Réponses à des demandes	<ul style="list-style-type: none"> Le mécanisme de ciblage (jeunes, EAF, MER et EFAR) est défini; L'organisation des offres de formation est anticipée à partir de celles existantes 	28/02/14	UL, EPR, EFAR, CRFAR
	Maîtrise des opérations par UL/EPR (démarche projet)	<ul style="list-style-type: none"> Planning d'exécution et responsables des résultats sont définis; Les canaux de financement sont définis; Les consultations et assistance technique sont identifiées et programmées à l'avance et encadrées convenablement La communication relative à FORMAPROD n'est réalisée que par FORMAPROD L'approche gestion axée sur les résultats (GAR) est appliquée 	30/04/14 Continu	UL, EPR
Gestion des savoirs	Capitalisation	<ul style="list-style-type: none"> Les besoins de capitalisation sont prioritaires (mise à l'échelle et alimentation de la rénovation) 	31/03/14	UL, SFAR
	Mise en réseau	<ul style="list-style-type: none"> Les réseaux FARMADA national et régional (région de démarrage de FORMAPROD) sont en place et fonctionnels 	31/03/14	FARMADA, EPR, UNESCO

Appendice 4: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

a) Au niveau national

NIVEAU	LIBELLE DES INDICATEURS	UNITE	RPE	PTBA global	Prévu 2013	FORMAPROD Prévu Juillet 2013	Réalisé Octobre 2013	Taux prévu juillet (%)
Composante 1: Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale - SNFAR								
Sous Composante 1.1 - Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR								
RESULTAT 1.1 - Le système national de FAR réformé est piloté par l'Etat et les acteurs de la FAR								
PRODUITS	INDICATEURS	UNITE	RPE	PTBA				60%
Produit 1.1.1	CNFAR pour le pilotage national de la FAR	Unité	1	1	1	1	1	50%
Produit 1.1.2	Commission interministérielle FAR (CIM-FAR) fonctionnelle	Unité	1	1	1	1	1	100%
Produit 1.1.3	Plan de communication de la FAR	Nombre	1	1	1	1	1	100%
Produit 1.1.5	Document de Stratégie pour le pilotage (gestion et suivi) du dispositif FAR	Nombre	1	1	1	1	0	0%
Sous Composante 1.2 - Amélioration, animation et régulation des dispositifs de FAR								
RESULTAT 1.2 - La qualité des formations dans les dispositifs de FAR est rehaussée et contrôlée								
PRODUITS	INDICATEURS	UNITE	RPE	PTBA				67%
Produit 1.2.1	Cadres et Responsables FAR formés	Nombre	180	50	50	47	47	100%
Produit 1.2.2	Manuel sur méthode commune d'écriture de référentiels	Nombre	1	1	1	1	1	100%
Produit 1.2.2.1	Référentiels rénovés, validés et diffusés	Nombre		6	1	1	0	0%
Sous Composante 1.3 - Appui aux systèmes de financement durables de la FAR								
RESULTAT 1.3 - L'usage des ressources disponibles pour la SNFAR est optimisé								
PRODUITS	INDICATEURS	UNITE	RPE	PTBA				
Sous Composante 1.4 - Pilotage, SE, gestion des savoirs et communication (SEGS)								
RESULTAT 1.4 - Les partenariats de production et de diffusion des savoirs sont fonctionnel								
PRODUITS	INDICATEURS	UNITE	RPE	PTBA				81%
Produit 1.4.1.	Unité de liaison (UL) constituée	Unité	1	1	1	1	1	100%
Produit 1.4.1.1	Equipes de programme régionales (EPR) constituées	Unité	4	4	4	4	1	25%
Produit 1.4.1.2	Reunion CNFAR	Nombre	19	3	2	1	0	0%
Produit 1.4.1.3	Reunion CRFAR	Nombre	130	17	5	4	3	0%
Produit 1.4.2	Manuel des procédures administratives et financières	Nombre	1	1	1	1	1	100%
Produit 1.4.2.2	Manuel des procédures en suivi-évaluation et gestion des savoirs	Nombre	1	1	1	1	1	100%
Produit 1.4.2	Situation de référence	Unité	1	1	1	1	0	0%
Produit 1.4.3	Production de Vidéos, émissions radio, articles, livres, publications écrites	Nombre		2	1	1	1	100%
Produit 1.4.3	Site internet FORMAPROD	Nombre	1	1	1	1	1	100%

b) Au niveau régional

NIVEAU	LIBELLE DES INDICATEURS	UNITE	RPE	PTBA global	Prévu 2013	Prévu Juillet 2013	Réalisé Octobre 2013	Taux prévu juillet (%)
Composante 2: Formation professionnelle des jeunes ruraux et opérationnalisation régionale de la FAR								
Sous Composante 2.1 - Management des dispositifs de FAR au niveau régional								
RÉSULTAT 2.1 - Le système FAR est opérationnel au niveau régional et local dans les treize régions concernées								
PRODUITS	INDICATEURS	UNITE	RPE	PTBA				38%
Produit 2.1.1	Schéma régional de FAR communiqué et mis à jour régulièrement	Région	13	4	2	2	0	0%
Produit 2.1.2	CRFAR créés et fonctionnels	Région	13	4	4	4	4	100%
Produit 2.1.3.1	CSA consolidés pour les pôles de développement agricole	Pôles	6	4	1	2	1	50%
Produit 2.1.5	Mécanisme du Guichet FAR/FRDA de financement public durables du dispositif de la FAR	Région	13	4	1	1	0	0%
Sous Composante 2.2 - Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique								
RÉSULTAT 2.2 - Cent mille (100 000) jeunes ruraux ont reçu une formation qualifiante professionnelle								
PRODUITS	INDICATEURS	UNITE	RPE	PTBA				0%
Produit 2.2.1	Communes rurales ayant un PCD intégrant la composante FAR et une politique d'insertion des jeunes formés	Nombre	300	60	12	1	0	0%
Produit 2.2.2	Elèves bénéficiaires d'enseignement pratique sur l'agriculture (EPP et CEG)	Nombre	450 000	5 000	0	100	0	0%
Produit 2.2.3.1	Socio-organismes villageois formés pour animer un CMR	Nombre	2 000	230	25	10	0	0%
Sous Composante 2.3 - Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux								
Résultat 2.3 - Le capital humain et social des EAF est développé par la formation pour améliorer leur performance								
PRODUITS	INDICATEURS	UNITE	RPE	PTBA				
Sous Composante 2.4 - Projets professionnels des jeunes formés(e)s et accompagnement de leur installation								
Résultat 2.4 - Les jeunes formés sont préparés pour leur insertion et accompagnés dans leur installation								
PRODUITS	INDICATEURS	UNITE	RPE	PTBA				0%
Produit 2.4.1	Personnes-ressources formées pour l'orientation et l'initiation aux projets professionnels des jeunes	Nombre	3 780	50	5	5	0	0%
Produit 2.4.2.1	Paysans formateurs Villageois « tuteurs » des projets professionnels des jeunes	Nombre	7 500	100	20	20	0	0%
Produit 2.4.5	Recherches-actions / Production de savoirs émergents sur « CMR – orientation – insertion »	Nombre	200	3	1	1	0	0%

c) Au niveau des pôles de développement agricole

NIVEAU	LIBELLE DES INDICATEURS	UNITE	RPE	PTBA global	Prévu 2013	FORMAPROD Prévu Juillet 2013	Réalisé Octobre 2013	Taux prévu juillet (%)
Composante 3: Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricole								
Sous Composante 3.1 - Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la Productivité agricole								
Résultat 3.1 - Les connaissances techniques des EAF sont améliorées et leur productivité est accrue								
	PRODUITS	INDICATEURS	RPE	PTBA				15%
Produit 3.1.1	Cellule Amélioration de la Productivité des Pôles (APP) opérationnelle	Unité	6	6	1	5	0	0%
Produit 3.1.2	ONG Terrain pour Animation, Appui-conseil et Formation recruté	Unité	6	6	1	5	0	0%
Produit 3.1.3	CEP/CDDT mis en place pour la Formation de base sur site des producteurs	Nombre	990	170	20	36	20	56%
Produit 3.1.3.1	Producteurs bénéficiaires de formation de base sur CEP/CDDT	Nombre	30 000	6000	400	1080	400	37%
Produit 3.1.5	Producteurs engagés, dynamiques bénéficiaires de Voyages d'échanges	Nombre	120	50	15	15	0	0%
Produit 3.1.7	Groupements semenciers appuyés	Nombre	50	15	0	7	0	0%
Sous Composante 3.2 - Appui à l'accès aux services financiers et commerciaux								
Résultat 3.2 - Les jeunes et petites EAF accèdent à des services financiers et commerciaux adaptés à leur besoins								
Produit 3.2.1	Diagnostics participatifs de commercialisation réalisés	Nombre	6	4	1	2	0	0%
Produit 3.2.5	Ateliers régionaux d'analyse et de coordination de la densification des réseaux de microfinance (IMF)	Atelier	6	1	1	1	0	0%
Produit 3.2.5	Caisses subventionnés	Nombre	18	4	0	4	0	0%
Produit 3.2.7	Opération d'émission CIN en appui aux services de l'état civil	Nombre	6	1	0	1	0	0%
Produit 3.2.7	CRIF appuyés et fonctionnels	Nombre	6		0	1	0	0%
Produit 3.2.7	Guichets fonciers appuyés et fonctionnels	Nombre	10	2	0	1	0	0%
Sous Composante 3.3 - Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole								
Résultat 3.3 - Les EAF accèdent à des infrastructures collectives de production exploitées et entretenues								
Produit 3.3.1	PPI aménagés/réhabilités	Hectare	6 000	1200	0	600	0	0%
Produit 3.3.2.3	Bâtiment de stockage	Unité	18	3	0	3	0	0%
Produit 3.3.2.4	Bâtiment de stockage des produits périssables	Unité	6	2	0	2	0	0%
Produit 3.3.3	Unité de transformation	Unité	30	12	0	12	0	0%
Produit 3.3.3.2	Etudes de faisabilité d'Unité de transformation	Nombre	90	17	0	17	0	0%
Produit 3.3.4.1	Ouvrages de franchissement	Nombre	40	3	0	1	0	0%

d) Récapitulation des réalisations par composantes

COMPOSANTE ET SOUS-COMPOSANTE	FORMAPROD	EPR ANALAMANGA	EPR /ATSINAMANA /ANALANJIROFO	EPR MENABE/MELAKY	EPR AMORON'I MANIA	SFAR	UL
	29%	39%	50%	33%	29%	35%	67%
Composante 1: Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale - SNFAR	69%	100%	50%	0%	50%	71%	67%
SC 1.1: Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR	75%	-	-	-	-	75%	-
SC1.2: Amélioration, animation et régulation des dispositifs FAR	67%	-	-	-	-	67%	-
Sous-composante 1.3: Appui aux systèmes de financement durables de la FAR	-	-	-	-	-	-	-
SC 1.4 - Pilotage, SE, gestion des savoirs et communication (SEGS)	67%	100%	50%	0%	50%	-	67%
Composante 2: Formation professionnelle des jeunes ruraux et opérationnalisation régionale de la FAR	13%	17%	100%	100%	17%	0%	-
SC 2.1 - Management des dispositifs de FAR au niveau régional	38%	50%	100%	100%	50%	0%	-
SC 2.2 - Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique	0%	0%	-	-	0%	-	-
SC 2.3 - Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux	-	-	-	-	-	-	-
SC 2.4. - Projets professionnels des jeunes formés(e)s et accompagnement de leur installation	0%	0%	-	-	0%	-	-
Composante 3: Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricole	5%	0%	0%	0%	21%	-	-
SC 3.1 - Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la Productivité agricole	15%	0%	0%	0%	42%	-	-
SC 3.2 - Appui à l'accès aux services financiers et commerciaux	0%	0%	0%	0%	-	-	-
SC 3.3 - Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole	0%	0%	0%	0%	0%	-	-

Appendice 5: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante

Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement ('000 USD)

Source de financement	Budget approuvé	Budget alloué	Montant dépensé	% dépensé
Prêt FIDA	32 992	32 992	242	0,7%
Don FIDA (*)	2 011	2 011	0	0,0%
Fonds fiduciaire espagnol	18 830	18 830	146	0,8%
OFID	14 702	0	0	
Gouvernement	7 923	7 923	52	0,7%
Autres bailleurs potentiels	5 755	0	0	
Bénéficiaires	3 878	0	0	
Total	86 091	61 756	439	0,7%

(*) calculé au prorata de son montant dans l'Accord de financement

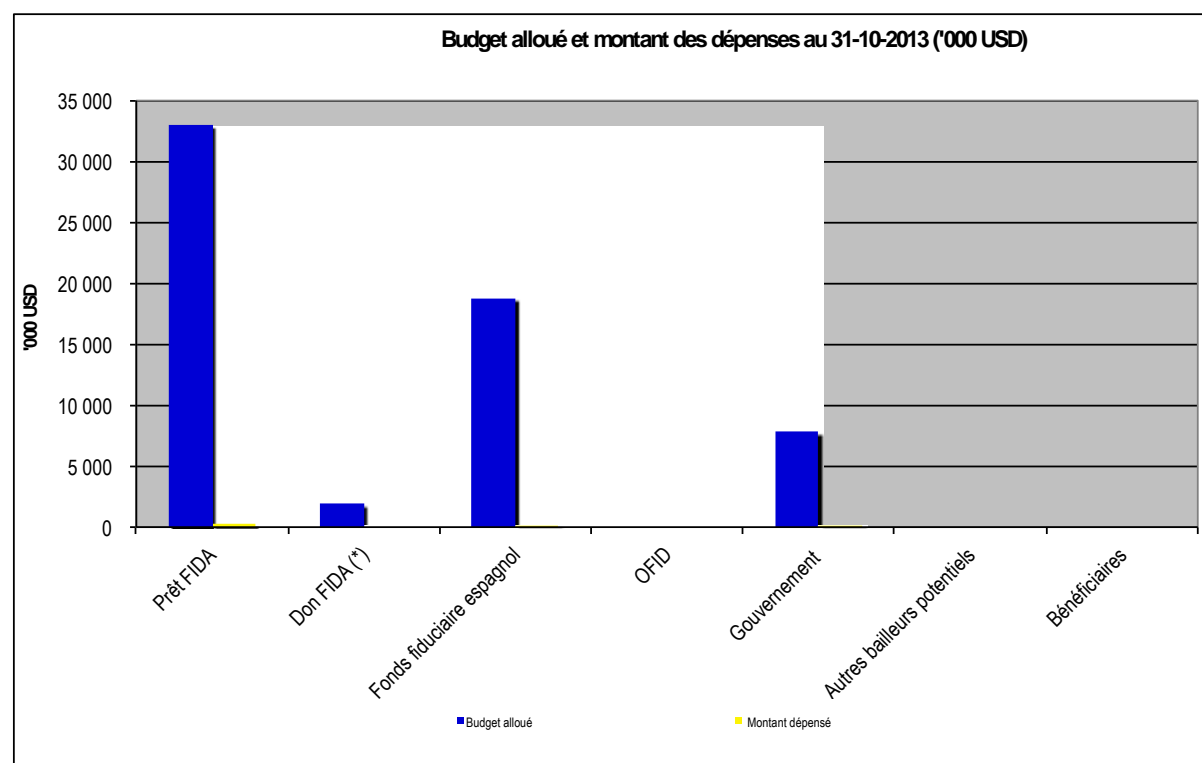


Tableau 5B: Exécution des obligations de financement par source de financement, décaissements par composante (milliers d'USD)

Composante	Prêt FIDA			Don FIDA			Fonds Fiduciaires Espagnol			OFID		
	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%
1. Appui à la mise en œuvre de la SNFAR	8 093	167	2,1%	493	-	0%	1 858	82	4,4%	-	-	0%
2. Formation professionnelle des jeunes ruraux et opérationnalisation régionale de la FAR	13 490	61	0,5%	823	-	0%	14 401	56	0,4%	3 072	-	0%
3. Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricole	11 409	14	0,1%	695	-	0%	2 571	8	0,3%	11 630	-	0%
Total	32 992	242	0,7%	2 011	-	0%	18 830	146	0,8%	14 702	-	0%

Composante	Gouvernement			Autres bailleurs			Bénéficiaires			Total		
	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%
1. Appui à la mise en œuvre de la SNFAR	862	52	6,0%	-	-	0%	-	-	0%	11 306	300	2,7%
2. Formation professionnelle des jeunes ruraux et opérationnalisation régionale de la FAR	2 580	-	0,0%	900	-	0%	1 348	-	0%	36 614	117	0,3%
3. Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricole	4 481	-	0,0%	4 855	-	0%	2 530	-	0%	38 171	22	0,1%
Total	7 923	52	0,7%	5 755	-	0%	3 878	-	0%	86 091	439	0,5%

Tableau 5C: Décaissements sur le prêt du FIDA (DTS, à la date du 31 octobre 2013)

Tableau 5Ca: Décaissement s du prêt du FIDA (en DTS, au 31 Octobre 2013)

Description de la catégorie	Allocation initiale	Décaissement (suivant LGS)	Disponible	% décaiss.	DRF/DPD en cours	% avec DRF en cours	Solde avec DRF en cours
99 Dépôt initial sur Compte spécial		667 165	-667 165	non budgétisé		non budgétisé	-667 165
I Génie civile et construction	180 000	0	180 000	0,0%	0	0,0%	180 000
II Equipement, matériels et moyens de transport	1 740 000	0	1 740 000	0,0%	118 352	6,8%	1 621 648
III Formation et prestation de services	10 960 000	0	10 960 000	0,0%	32 532	0,3%	10 927 468
IV Fonds de développement agricole	1 550 000	0	1 550 000	0,0%	0	0,0%	1 550 000
V Coûts de fonctionnement	4 470 000	0	4 470 000	0,0%	30 661	0,7%	4 439 339
99 Non alloué	2 100 000	0	2 100 000	0,0%	0	0,0%	2 100 000
Total	21 000 000	667 165	20 332 835	3,2%	181 544	0,9%	20 151 291

Tableau 5Cb: Décaissement de Don du FIDA (en DTS, au 31 Octobre 2013)

Description de la catégorie	Allocation initiale	Décaissement (suivant LGS)	Disponible	% décaiss.	DRF/DPD en cours	% avec DRF en cours	Solde avec DRF en cours
99 Dépôt initial sur Compte spécial		199 400	-199 400	non budgétisé			-199 400
I Génie civile et construction							
II Equipement, matériels et moyens de transport							
III Formation et prestation de services	1 280 000	0	1 280 000	0,0%	0	0,0%	1 280 000
IV Fonds de développement agricole							
V Coûts de fonctionnement							
99 Non alloué							
Total	1 280 000	199 400	1 080 600	15,6%	0	15,6%	1 080 600

Tableau 5Cc: Décaissement du Prêt du Fonds fiduciaire espagnol (en EURO, au 31 Octobre 2013)

Description de la catégorie	Allocation initiale	Décaissement	Disponible	% décaiss.	DRF/DPD en cours	% avec DRF en cours	Solde avec DRF en cours
99 Dépôt initial sur Compte spécial		600 000	-600 000	non budgétisé		non budgétisé	-600 000
I Génie civile et construction							
II Equipement, matériels et moyens de transport	2 480 000		2 480 000	0,0%	128 304	0,0%	2 351 696
III Formation et prestation de services	10 380 000		10 380 000	0,0%	21 625	0,0%	10 358 375
IV Fonds de développement agricole							
V Coûts de fonctionnement							
99 Non alloué	1 430 000		1 430 000		0	-	1 430 000
Total	14 290 000	600 000	13 690 000	4,2%	149 928	5,2%	13 540 072

Demandes de retrait de fonds (DRF) et demandes de paiement direct (DPD)

a) DRF et DPD en cours sur prêt FIDA

CATEGORIE		DRF 02 (DPD)		DRF 03		TOTAL	Taux DTS	Total DTS
		Date d'envoi	Montant (*)	Date d'envoi	Montant			
I	Génie civil et construction					0,00		
II	Equipements et matériels	09/10/13	172 199,90		5 195,05	177 394,95	1,498880	118 351,67
III	Formation et prestation de service				48 761,30	48 761,30	1,498880	32 531,82
VI	Fonds de développement agricole				0,00	0,00	1,498880	0,00
V	Cout de fonctionnement				45 956,59	45 956,59	1,498880	30 660,62
TOTAL			172 199,90		99 912,94	272 112,84		181 544,11

(*) taux USD = 97,36146 YJP

b) DRF et DPD en cours sur Fonds fiduciaire espagnol

CATEGORIE		DRF 02 (DPD)		DRF 03		TOTAL
		Date envoi	Montant (*)	Date envoi	Montant	
I	Génie civil et construction					0
II	Equipements et matériels	09/10/13	128 303,95			128 303,95
III	Formation et prestation de service				21 624,55	21 624,55
VI	Fonds de développement agricole					0,00
V	Cout de fonctionnement					0,00
TOTAL			128 303,95		21 624,55	149 928,50

(*) taux EURO = 130,67123 YJP

Examen des dépenses

Transac- tion N°	Deman- de N°	Date facture	Date paiement	Fournisseur	Objet de la dépense	Montant global contrat	Montant total facture	Montant payé par le Projet	1	2	3	4	5	6	Conclusions
Catégorie 2															
1	N/A	Facture proforma 26/09/2013	11/12/13	UNOPS	Achat de 6 véhicules	12 505 732,00	12 505 732,00	12 505 732,00	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Livraison des véhicules en cours
2		15/10/2013	11/11/13	HK média	Matériel informatique	27 919 000,00	27 919 000,00	27 919 000,00	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Fournisseur non assujéti à la TVA
Catégorie 3															
1		09/06/13	10/04/13	Bob Imprimerie	Conception et édition affiches	488 000,00	488 000,00	390 000,00	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
2		14/11/2013	25/11/2013	Espace Dera	Restauration et location salle pour atelier CRFAR	11 000 000,00	11 000 000,00	11 000 000,00	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Absence de consultation de 3 fournisseurs
3		31/07/2013	29/11/2013	Razafarison Nicolas	Honoraires mensuels	2 262 000,00	2 262 000,00	2 262 000,00	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Contrat du chargé de mission par intérim par gré à gré sans ANO du FIDA
4		15/07/2013	13/09/2013	Randrianjoray Alain Pierre	Consultant pour atelier technique de démarrage	8 125 000,00	8 125 000,00	8 125 000,00	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Absence du rapport de mission et de ANO
5		20/7/2013	15/10/2013	SOFTWELL	Logiciel TOMPRP	19 430 000,00	19 430 000,00	19 430 000,00	✓	✓	✓	✓	✓	✓	prestation non assujettie à la TVA
6		10/01/13	10/04/13	UNESCO	protocole FRA	150 000 USD	75 000,00	75 000 000,00	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Catégorie 5															
1		18/10/13	10/08/13	Galana	Cartes de carburant	480 000,00	480 000,00	480 000,00	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Facture ne porte pas le nom du projet (client au comptant)
2		18/10/13	29/10/13	Galana	Cartes de carburant	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
3		24/10/2013	24/10/2014	Salaires du personnel FORMAPROD EPR ANAL	Salaires du personnel FORMAPROD	4 276 765,44	4 276 765,44	4 276 765,44	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Personnel transféré du projet PROSPERER

Vérification que les paiements sont:

- 1 éligible et respectent les pourcentages
- 2 réellement effectués
- 3 effectués sur la base de pièces justificatives
- 4 autorisés par un responsable habilité
- 6 moins disant et attribués à la période

✓: vérifié

République de Madagascar: Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)

Rapport de supervision - Appendices - Dates de la mission: 02 au 17 décembre 2013

Registre des contrats 2013

N° DU PROJET FIDA: 874-MG

Date: 30 Novembre 2013

TITRE DU PROJET: Programme FORMAPROD

Page N° sur

Période de l'exercice concerné par le rapport: 2013

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Contrat N° de série	% du financement	Type de marché	Date du contrat	Nom et Adresse de l'entreprise du fournisseur	Description des travaux, des biens, des services ou des programmes de formation	Pays d'origine	Durée d'exécution du contrat/période de livraison	Montant du contrat (dans la monnaie du contrat)	Catégorie de dépenses	Remarques/ Date d'ajournement du FIDA
UNITE DE LIAISON										
Conv n°03-T-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	RPI	Travaux	14/07/13	Entreprise MANENDRIKA, Lot III A7 Tanjombato, Antananarivo	Travaux de réparation du nouveau bureau FORMAPROD - Immeuble FOFIFA Ampandrianomby	Madagascar	15 jours	15 528 000,00	I	
Conv n°04-P-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	15/07/13	RANDRIANJOHARY Alain Pierre, Lot IVG Ankaditapaka	Appui au démarrage des activités du Programme FORMAPROD, Etape 1 : Atelier technique de démarrage	Madagascar	23HJ sur trois mois	8 125 440,00	III	
Conv n°5a-P-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	100% FIDA	Prestation intellectuelle	22/07/13	RAKO TONDRIANINSE, Zana Fanafanona, Lot II 0 52 Bis Anjanahary	Appui en comptabilité du Programme FORMAPROD UL	Madagascar	...	1 350 000,00	III	rémunération mensuelle
Conv n°5b-P-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	100% FIDA	Prestation intellectuelle	22/07/13	RAKO TOMALALA Anjarasa Viviane, Lot I 1 Bis Loharany, Antananarivo 102	Assistante en passation des marchés du Programme FORMAPROD UL	Madagascar	...	1 290 000,00	III	rémunération mensuelle
Conv n°06-B-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	100% FIDA	Fournitures/Biens	20/08/13	Société SOFTWELL, Lot II H 31 W Ankadindramany Antananarivo 101	Acquisition, installation et formation sur le logiciel comptable TOMIPRO	Madagascar	11 jours	19 430 000,00	III	ANO le 08/08/2013
Conv n°07-P-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	09/09/13	RANDRIANJOHARY Alain Pierre, Lot IVG Ankaditapaka	Appui au démarrage des activités du Programme FORMAPROD, Etape 2 : Suivi des recommandations de l'atelier technique de démarrage	Madagascar	27 HJ répartis sur trois mois	9 538 560,00	III	
Conv n°08-B-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	100% FIDA	Fournitures/Biens	19/09/13	HK MEDIA, Lot 12 G 60 Antsenaiky, Antsirabe	Fourniture de deux (02) ordinateurs portables, un (1) ultra book et de quatre (04) Tablettes (lot 1)	Madagascar	10 jours	27 919 000,00	II	
Conv n°09-B-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	100% FIDA	Fournitures/Biens	19/09/13	HK MEDIA, Lot 12 G 60 Antsenaiky, Antsirabe	Fourniture d'un (01) vidéo projecteur et d'un (01) appareil photo (lot 4)	Madagascar	10 jours	7 430 000,00	II	
Conv n°10-B-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	FIDA / ETAT Malagasy	Fournitures/Biens	23/09/13	TECNIVAL COMPANY, Lot IJJ 47 Itaosy, Antananarivo	Fourniture de quatre (04) ordinateurs de bureau complet, d'un (01) ordinateur de bureau multimédia, d'un (01) ordinateur de bureau pour Serveur et de six (06) onduleurs (lot 2)	Madagascar	10 jours	26 532 000,00	II	
Protocole d'accord n°11-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	100% FIDA	Protocole d'accord	27/09/13	UNESCO	Mise en réseau des structures de formation agricole et rurale existant dans la formation et l'insertion professionnelle des jeunes ruraux déscolarisés et le développement des capacités des membres de ce réseau et des structures décentralisées à Anoron'i Mania, Anisanana et Analanjato	Madagascar	12 mois	150 000 USD	III	ANO le 28/08/2013
Conv n°12-B-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	FIDA /FFE	Fournitures/Biens	27/09/13	UNOPS, Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies Danemark	Achat de six véhicules LAND CRUISER 4wd Hard Top semi Lwb 4,2	Danemark	8 à 12 semaines	17 509 105 JPY	II	ANO le 25/09/2013
Conv n°13-B-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	FIDA /FFE	Fournitures/Biens	27/09/13	UNOPS, Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies Danemark	Achat de quatre véhicules TOYOTA HILUX Pick-ups Double cabine 2.5TD	Danemark	1 à 3 semaines	12 505 732 JPY	II	ANO le 25/09/2013
Conv n°14-B-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	FIDA /FFE	Fournitures/Biens	27/09/13	UNOPS, Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies Danemark	Achat de véhicule TOYOTA FORTUNER Station wagon 3.0Td	Danemark	2 à 4 semaines	3 516 432 JPY	II	ANO le 25/09/2013
Conv n°15-B-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	FIDA /FFE	Fournitures/Biens	27/09/13	UNOPS, Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies Danemark	Achat de deux véhicules Peugeot 208 Sedan Access 5 door 1.2P	Danemark	8 à 9 semaines	27 304.54 Euro	II	ANO le 25/09/2013
Conv n°16-P-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	100% FIDA	Prestation intellectuelle	08/11/13	RANDISON Fabrice, Logement 1661 Cité 67 Ha Nord Est, Antananarivo 101	Consultant chargé de l'appui en comptabilité	Madagascar	1 mois	1 600 000,00	III	
Conv n°17-P-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle (gr à gr)	18/11/13	Institut National des Sciences Comptables et de l'Administration de l'Entreprise (INSCAE), Maison des Produits 67Ha	Appui au processus de recrutement du personnel cadre et personnel d'appui du Programme FORMAPROD	Madagascar	30 jours	9 120 000,00	III	ANO FIDA en date du 18/11/2013
Conv n°18-B-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL	100% FIDA	Biens	19/11/13	DUO TECH, Box 29 Immeuble CITIC Behorika	Fourniture de cinq (05) imprimantes laser -un(01) scanner avec chargeur automatique de documents et un (01) photocopieur	Madagascar	21 jours	32 130 000,00	II	en cours de notification

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Contrat N° de série	% du financement	Type de marché	Date du contrat	Nom et Adresse de l'entreprise du fournisseur	Description des travaux, des biens, des services ou des programmes de formation	Pays d'origine	Durée d'exécution du contrat/période de livraison	Montant du contrat (dans la monnaie du contrat)	Catégorie de dépenses	Remarques/ Date d'ajournement du FIDA
SFAR										
Conv n°01-P-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/SFAR	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	mars-13	DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES, MONTPELLIER SupAgro (Marc ARSICUAL)	Assistance technique internationale pour l'accompagnement de la mise en œuvre régionale de la formation agricole et rurale à Madagascar et pour l'animation d'un atelier sur la formation à l'ingénierie des dispositifs de formation	France	1 mois	5 888 Euro	III	
Conv n°02-P-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/SFAR	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	04/06/13	Pierre Blaise ANGO, Youssouf Cameroun, Cameroun Bastos, Immeuble Wemba, B.P. 33839	Animation d'un atelier de formation et d'échanges sur la conduite d'un projet de rénovation de dispositifs de formation du 10 au 14 juin 2013	Cameroun	1 mois	4 026 Euro	III	
Conv n°03-P-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/SFAR	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	oct-13	Montpellier SupAgro, 2 place Pierre Viala 34060 MONTPELLIER SupAgro (Christophe LESUEUR et QUETIN Bertrand)	Assistance technique internationale pour l'accompagnement de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Formation Agricole et Rurale à Madagascar	France	3 mois	28 192 Euro	III	
Conv n°04-P-13/MinAgri/SG/FORMAPROD/SFAR	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	nov-13	Agro Sup DUON, 26 Boulevard Docteur Petitjean, 21000 Dijon (Françoise Heraud)	Assistance technique internationale pour l'accompagnement à l'écriture des référentiels de diplôme de Formation Agricole et Rurale	France	1 mois	5 712 Euro	III	ANO le 25/11/2013
EPR ANALAMANGA										
CN 01-2013/MinAgri/SG/Formaprod/EPR-AMGA	100% FIDA	Prestation intellectuelle	31/07/13	RAZAFARIISON Nicolas, domicilié au Lot 0910 G 292 Mahafaly, Antsirabe	Consultant Chargé de mission par Interim	Madagascar	5 mois	11 313 500,00	III	
CN 02-2013/MinAgri/SG/Formaprod/EPR-AMGA	100% FIDA	Travaux	28/10/13	NEW CONSTRUCTION Bloc II N°1 Cité des 16 logement 67 Ha Antananarivo	Travaux D'Aménagement du Bâtiment sis à Soavimbahoaka, Région Analamanga	Madagascar	25 jours	30 175 466,97	II	23/10/13
CN 03-2013/MinAgri/SG/Formaprod/EPR-AMGA	100% FIDA	Prestation intellectuelle	18/11/13	RANAIVOARISON Anic Lot III S 67 G Ter AJ Ouest Mananjara 101-Antananarivo	Accompagnement du processus de mise en place d'un programme de formation de base des producteurs "Champs Ecole Paysans" dans le District d'Anjozorobe, Région Analamanga	Madagascar	60 jours	9 945 600,00	III	
CN 04-2013/MinAgri/SG/Formaprod/EPR-AMGA	100% FIDA	Prestation intellectuelle	18/11/13	RATSIMBAZAFY Sahondra Sylvie Lot MB 198, Mahabo Andoharanolototy, 102 Antananarivo	Mobilisation des Communes et des organisations paysannes sur la problématique de la formation agricole et rurale et l'apprentissage des jeunes	Madagascar	60 jours	9 985 000,00	III	
CN 05-2013/MinAgri/SG/Formaprod/EPR-AMGA	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	04/11/13	Cabinet Audit Conseil Service (ACS) Lot VF 62 Mahamasina Nord (1er Etage) Antananarivo	Appui au processus de recrutement d'un responsable de la cellule d'appui au Pôle de développement d'Anjozorobe et des animateurs communaux	Madagascar	30 jours	5 100 000,00	III	
EPIR MENABE/ MELAKY										
01/13/MinAgri/SG/FORMAPROD/EPIR MM	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	16/07/13	CLAUDE CHABAUD Lot II H 56 Ankerana - ANTANANARIVO 101	Service de consultant pour le diagnostic et la faisabilité de 17 PI situés dans 8 communes du District de Maintirano	Madagascar	5 semaines	39 375 000,00	III	
02/13/MinAgri/SG/FORMAPROD/EPIR MM	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	16/08/13	RAMBOARISON Rivo Andriananjana Lot II D 198 Mahatavolona Andoharanolototy	Service de consultant pour étude socio-economique des communes du District de Maintirano (pôle de production)	Madagascar	51 jours	37 055 280,00	III	
03/13/MinAgri/SG/FORMAPROD/EPIR MM	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	15/10/13	NY ONY ANDRIANINA Zo Lalaina Lot CM 55 Bis Malaza Ampitatafika - ANTANANARIVO	Service de consultant pour captures et calage fonds d'image GOOGLE EARTH PRO et délimitation des zones de cultures pour District de Maintirano	Madagascar	30 jours	4 137 500,00	III	
04/13/MinAgri/SG/FORMAPROD/EPIR MM	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	15/10/13	CLAUDE CHABAUD Lot II H 56 Ankerana - ANTANANARIVO 101	Service de consultant pour le diagnostic et la faisabilité des PI situés dans 4 CR complémentaires et de la réalisation de 3 autres PI dans le District de Maintirano	Madagascar	30 jours	27 135 000,00	III	

République de Madagascar: Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)

Rapport de supervision - Appendices - Dates de la mission: 02 au 17 décembre 2013

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Contrat N° de série	% du financement	Type de marché	Date du contrat	Nom et Adresse de l'entreprise/du fournisseur	Description des travaux, des biens, des services ou des programmes de formation	Pays d'origine	Durée d'exécution du contrat/période de livraison	Montant du contrat (dans la monnaie du contrat)	Catégorie de dépenses	Remarque/ Date d'ajustement du FIDA
EPIR ATSIANANANA/ ANALANJIROFO										
Conv n°PT01/13/MinAgris/SG/FORMAPROD/EPR AA	FIDA	Prestation intellectuelle	26/09/13	La Direction Régionale de Développement Rural Atsinanana. Bazar Be TOAMASINA (501)	Protocole de collaboration pour la Régionalisation de la formation agricole et rurale et pour l'encadrement technique des bénéficiaires dans le pôle de Brickaville, Région Atsinanana	Madagascar	4 mois	20 771 800,00	III	
S002/13/MinAgris/SG/FORMAPROD/EPR AA	FIDA	Prestation intellectuelle	01/09/13	HARISON Stéphane Eymar Lot 285 bis Pile 13/73 Tanambao V TOAMASINA (501)	Appui à l'amélioration de la productivité agricole dans le pôle de développement agricole de Brickaville, Commune rurale de Fetrabomby, Région Atsinanana	Madagascar	4 mois	3 060 000,00	III	
S003/13/MinAgris/SG/FORMAPROD/EPR AA	FIDA	Prestation intellectuelle	01/09/13	RASENDRIANANINA Jean Rosas Pile N° 05 Ampahisanana Amparanana FENERIVE Est	Appui à l'amélioration de la productivité agricole dans le pôle de développement agricole de Brickaville, Commune rurale de Fetrabomby, Région Atsinanana	Madagascar	4 mois	3 060 000,00	III	
S004/13/MinAgris/SG/FORMAPROD/EPR AA	FIDA	Prestation intellectuelle	01/09/13	RAFARALAHY Robert Pile N° 05 Ampahisanana Amparanana FENERIVE Est	Appui à l'amélioration de la productivité agricole dans le pôle de développement agricole de Brickaville, Commune rurale de Fetrabomby, Région Atsinanana	Madagascar	4 mois	3 060 000,00	III	
S005/13/MinAgris/SG/FORMAPROD/EPR AA	FIDA	Prestation intellectuelle	01/09/13	CHAN TACK Gilbert Lot 146 Bis carreau n°4, pile 11-21/22	Appui à l'amélioration de la productivité agricole dans le pôle de développement agricole de Brickaville, Commune rurale de Fetrabomby, Région Atsinanana	Madagascar	4 mois	3 060 000,00	III	
S006/13/MinAgris/SG/FORMAPROD/EPR AA	FIDA	Prestation intellectuelle	01/09/13	RANOELISOA Victorine Lot 217 Pile 12/21-22 Analankina Hopitaly Be TOAMASINA (501)	Appui à l'amélioration de la productivité agricole dans le pôle de développement agricole de Brickaville, Commune rurale d'Amoronao Est, Région Atsinanana	Madagascar	4 mois	3 060 000,00	III	
S007/13/MinAgris/SG/FORMAPROD/EPR AA	FIDA	Prestation intellectuelle	01/09/13	TAFITASOA Raymond Guy Lot 679 Pile 11/41 Andranomado TOAMASINA (501)	Appui à l'amélioration de la productivité agricole dans le pôle de développement agricole de Brickaville, Commune rurale d'Amoronao Est, Région Atsinanana	Madagascar	4 mois	3 060 000,00	III	
S008/13/MinAgris/SG/FORMAPROD/EPR AA	FIDA	Prestation intellectuelle	01/09/13	RAHARILAKINA Volensioa Oscanine Lot 73 Pile 22/12 Andrananga TOAMASINA (501)	Appui à l'amélioration de la productivité agricole dans le pôle de développement agricole de Brickaville, Commune rurale d'Amoronao Est, Région Atsinanana	Madagascar	4 mois	3 060 000,00	III	
S009/13/MinAgris/SG/FORMAPROD/EPR AA	FIDA	Prestation intellectuelle	01/09/13	MENA Adrien Clovis Lot 134 bis Pile 13/71 Tanambao V TOAMASINA (501)	Appui à l'amélioration de la productivité agricole dans le pôle de développement agricole de Brickaville, Commune rurale d'Amoronao Est, Région Atsinanana	Madagascar	4 mois	3 060 000,00	III	
S010/13/MinAgris/SG/FORMAPROD/EPR AA	FIDA	Prestation intellectuelle	01/09/13	RANDRIANARIVO Georges Thomas Lot 29 Pile 11/24 Andraniny-Sud TOAMASINA (501)	Appui à l'amélioration de la productivité agricole dans le pôle de développement agricole de Brickaville, Commune rurale de Ranomafana Est, Région Atsinanana	Madagascar	4 mois	3 060 000,00	III	
S011/13/MinAgris/SG/FORMAPROD/EPR AA	FIDA	Prestation intellectuelle	01/09/13	VOLANIANINA Marie Daple Lot 674 Pile 13/34 Tanambao V TOAMASINA (501)	Appui à l'amélioration de la productivité agricole dans le pôle de développement agricole de Brickaville, Commune rurale de Ranomafana Est, Région Atsinanana	Madagascar	4 mois	3 060 000,00	III	
S012/13/MinAgris/SG/FORMAPROD/EPR AA	FIDA	Prestation intellectuelle	08/10/13	RANDRIANJAHARY Alain Pierre, Lot IVG Ankaditapaka ANTANANARIVO (101)	Appui au démarrage des activités du Programme FORMAPROD/EPR Atsinanana - Analanjirofo - Atelier de sensibilisation sur la SNFAR et lancement officiel du Programme dans la Région Atsinanana.	Madagascar	10 jours	3 532 800,00	III	

Appendice 6: Respect des dispositions de l'Accord de financement

Les différentes dispositions de l'accord de financement sont respectées notamment en ce qui concerne les conditions préalables au retrait des fonds, la gestion des comptes du Programme et le respect des procédures de passation de marchés. La Mission note toutefois que la création de l'UL sous la tutelle du la tutelle du Secrétaire général du Minagri n'a pas été matérialisée par une décision formelle. De même le personnel clé recruté par le Programme y compris les comptables régionaux et le Responsable administratif et financier n'a pas encore donné lieu à l'établissement des contrats avec les personnes concernés.

Par ailleurs, afin s'assurer l'implication de l'ensemble des personnes, la Mission recommande la formalisation des relations du Programme FORMAPROD avec le personnel et les coordonnateurs régionaux des projets FIDA en cours (PROSPERER, AD2M, PPRR, AROPA). Il s'agira d'inclure clairement dans les TdR des personnes concernées l'appui qu'ils doivent assurer en faveur du FORMAPROD. Cette formalisation pourrait se faire à travers un acte administratif (des avenants aux contrats et une note circulaire du SG du Ministère).

ANNEXES

Annexe 1: Rapport détaillé sur les aspects fiduciaires

Gestion financière

Organisation et personnel: En plus du RAF, l'UL comprend une Assistante comptable et logistique (personnel temporaire), une Consultante comptable et une Consultante assistante en passation de marchés.

Afin de faire face à la charge de travail l'UL compte créer des postes permanents et a entamé les procédures de recrutement d'un nouveau comptable et assistant-comptable. La Mission confirme le besoin d'un poste de comptable pour appuyer le RAF et recommande de demander formellement l'avis de non objection du FIDA avant tout changement dans l'organigramme du Programme.

Enfin, compte tenu du caractère décentralisé du Programme, des difficultés liées au démarrage et de l'expérience limitée du RAF par rapport aux procédures du FIDA, l'appui soutenu de l'équipe CAPFIDA serait important pendant les premiers mois de 2014.

Manuel des procédures. La Mission a revu le manuel des procédures comptables, financières et administratives du Programme et recommande sa mise à jour en pour (i) intégrer les recommandations du FIDA (double visa des BC, procédure de liquidation, codification des immobilisations, fréquence des DRF, procédure paiements directs sur FRDA), (ii) réinsérer les descriptions des fonctions du personnel clé du Programme (UL et EPR) et (iii) ajouter les modalités de production des états financiers intérimaires semestriels devant être produits et communiqué au FIDA.

Procédures comptables. La Mission note que le paramétrage de TOMPRO est quasiment finalisé et que les formations nécessaires ont été délivrées aux comptables et au RAF. Toutefois, la Mission note qu'il y a lieu d'assurer une harmonisation du plan comptable du Programme entre les EPR et UL par la l'approbation des créations de comptes par le RAF. Par ailleurs, la Mission a constaté que les frais de démarrage ne sont pas encore comptabilisés et préconise de régulariser cette situation sans délai.

La Mission recommande également:

- la systématisation de la production de la fiche comptable à joindre au dossier,
- l'imposition du cachet "Saisie" sur les factures comptabilisées et
- l'indication des références de règlement sur les factures payées.

Contrôle interne. Le contrôle interne bien que favorable devrait être renforcé à plusieurs niveaux. En effet:

- Les arrêtés de caisse sont établis et communiqués mensuellement au RAF. Il reste à instaurer des contrôles inopinés de manière périodique par le RAF.
- Le registre des immobilisations est mis à jour régulièrement sur le logiciel TOMPRO. Le processus de codification en cours et l'inventaire physique prévu en fin d'année devraient être poursuivis.
- Une procédure de visa des états de rapprochement (préparés par les EPR) par le RAF de l'UL est à prévoir.
- Pour le suivi efficace des engagements, il est recommandé de saisir de façon systématique sur TOMPRO l'ensemble des engagements y compris les bons de commande et toutes les demandes d'engagement autorisées.
- Une communication plus régulière entre les comptables et le RAF (réunion mensuelle) est à renforcer.

Le Programme est à jour par rapport aux obligations déclaratives hormis deux personnes temporaires (secrétaire et assistant comptable au niveau de l'UL). A ce titre, le montant de l'impôt non encore versé à fin octobre 2013 est de l'ordre de 22 751 139,60 MGA.

Revue des dépenses. Les comptes font ressortir un montant de 32 805 424 MGA d'avances octroyées par l'UL sur frais de mission non encore justifiées par les personnes concernées

République de Madagascar: Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)

Rapport de supervision - Annexes - Dates de la mission: 02 au 17 décembre 2013

(principalement équipe SFAR). Dans le même, les comptes EPR font ressortir des dépenses/avances à l'équipe de la DRDR payées par l'EPR AA sur les comptes de prêt FIDA et Fonds fiduciaire espagnol pour respectivement 7 420 300,00 MGA et 4 962 800,00 MGA non encore appuyées par des pièces probantes. La Mission rappelle que toute dépense devrait être appuyée par des pièces justificatives probantes pour être éligible au financement sur le Programme.

La revue d'un échantillon des dépenses a révélé des améliorations à introduire.

Rapports de suivi financier: La Mission recommande de produire les premiers états financiers intermédiaires en utilisant le module paramétré au niveau du logiciel TOMPRO.

Flux des fonds et décaissement: Le Programme a procédé à l'ouverture des comptes désignés dans la BNI et des sous comptes dans le BNI et BOA. Le choix de la banque BOA devrait être validé par le ministère des finances. La Mission rappelle qu'il faudrait respecter la fréquence de la demande de réapprovisionnement des comptes d'opération. En effet, afin de garantir le financement de toutes les activités planifiées, les DRF doivent être établies une fois que les dépenses admissibles payées à partir du compte d'opération représentent approximativement trente pour cent (30%) du dépôt initial.

A cette date, la Mission note un retard dans les préparations des premières DRF. Cette situation est expliquée par le délai pris dans la mise à jour de la comptabilité du Programme et dans la collecte des pièces justificatives des dépenses engagées avant la mise en vigueur du FORMAPROD (financement rétroactif). La première DRF sur le prêt FIDA a été préparée au cours de la Mission.

La Mission a précisé qu'il n'y a pas besoin de payer la même facture par plusieurs sources de financement (prêt FIDA 50% et Fonds Fiduciaire 50%). L'essentiel est de respecter les plafonds des financements par catégorie (voir accord de financement). Le manuel des procédures administratives et financières devra spécifier les critères de prise en charge des catégories de dépenses partagées entre le prêt, le don et le prêt du fonds fiduciaire.

Rapprochement des comptes dédiés. Le rapprochement du compte dédié prêt FIDA effectué au cours de la Mission a révélé un écart de 5 378,48 USD au 30 septembre 2013. Cet écart s'explique par le paiement 100% d'une facture fournisseur par le Prêt FIDA a été déjà régularisé par le Programme. Toutefois, la Mission insiste sur la nécessité de préparer l'état de justification des autres comptes dédiés.

Conventions de partenariat et de subvention. Afin de sécuriser les canaux de financement les plus appropriés aux activités planifiées par le Programme, il est nécessaire d'établir un manuel de partenariat ou d'exécution incluant tous les modèles des conventions types de partenariat et de subvention en fonction de la nature des activités et du statut des partenaires (ONG, commune, établissement public, prestataire privé, ...). A ce titre, un premier travail de capitalisation sur les expériences des projets en cours est à prévoir.

Exécution budgétaire du PTBA 2013. Le projet de PTBA consolidé de 2013-2014 a été présenté au Comité de pilotage du programme (CNFAR) pour approbation et a ensuite obtenu la non objection du FIDA. Au 31 octobre 2013, par rapport au budget prévu (3,961 millions USD), le taux de décaissement tout financement confondu se situe à 11% (439 000 USD) compte tenu du retard important dans l'engagement et la réalisation des activités prévues dans le budget.

Préparation PTBA 2014. La Mission note des retards dans la préparation des PTBA 2014 par les régions et donc dans la consolidation du PTBA 2014 du Programme et recommande de fixer un calendrier pour la préparation des PTBA annuels qui devrait idéalement coïncider avec celui de la Loi des Finances. Le chiffrage des coûts devrait être effectué en se référant aux prix du marché actualisés et le format du PTBA 2014 devrait être revu pour se conformer au cadre de résultat adopté par FORMAPROD.

Financement de contrepartie

La Mission relève un retard dans la mobilisation des RPI (Ressources Propres internes) et dans les demandes d'émission sur le Budget national pour le paiement de la TVA. Pour couvrir les dépenses de fonctionnement devant être financées par le fonds du Gouvernement, des comptes RPI devaient être ouverts au niveau de l'UL et des EPR. A cette date, les comptes RPI des EPR ne sont pas encore alimentés compte tenu de l'insuffisance des fonds de contrepartie reçus par le Programme.

Pour faire face à cette situation, les fonds RPI ont été avancés par les autres projets FIDA en cours aux EPR et par le prêt FIDA pour des montants respectifs de 108 704 929,00 MGA et 2 012 270,00

MGA à fin octobre 2013. Par ailleurs, le montant des dettes fournisseurs non encore payées au titre de la TVA sont de l'ordre de 2 091 000,00 MGA à fin octobre 2013. La Mission réitère la nécessité de respecter les engagements du GdM en matière de fonds de contrepartie et de la contribution de ceux-ci dans la réalisation des activités et des objectifs du Programme.

D'un autre côté, des dépenses ont été préfinancées sur les RPI avant l'ouverture des comptes spéciaux par le FIDA et le fonds Fiduciaire espagnol pour respectivement 64 516 204 MGA et 26 588 160 MGA. Cette situation devrait également être régularisée.

Conformité avec les dispositions de l'Accord de financement

Respect de l'accord de financement. Les différentes dispositions de l'accord de financement sont respectées notamment en ce qui concerne les conditions préalables au retrait des fonds, la gestion des comptes du Programme et le respect des procédures de passation de marchés. La Mission note toutefois que la création de l'UL sous la tutelle du la tutelle du Secrétaire général du Minagri n'a pas été matérialisée par une décision formelle. De même le personnel clé recruté par le Programme y compris les comptables régionaux et le Responsable administratif et financier n'a pas encore donné lieu à l'établissement des contrats avec les personnes concernés.

Par ailleurs, afin s'assurer l'implication de l'ensemble des personnes, la Mission recommande la formalisation des relations du Programme FORMAPROD avec le personnel et les coordonnateurs régionaux des projets FIDA en cours (PROSPERER, AD2M, PPRR, AROPA). Il s'agira d'inclure clairement dans les TdR des personnes concernées l'appui qu'ils doivent assurer en faveur du FORMAPROD. Cette formalisation pourrait se faire à travers un acte administratif (des avenants aux contrats et une note circulaire du SG du Ministère).

Passation des marchés

Le registre des contrats est établi conformément au modèle prévu par le manuel des décaissements du FIDA. Ce registre devrait être actualisé notamment en indiquant toutes les ANO obtenus et devrait être communiqué régulièrement au chargé du programme FIDA.

Par ailleurs, la Mission rappelle que le Programme doit soumettre à l'examen par le FIDA des décisions en matière de passation des marchés tel que stipulé dans le manuel des procédures. En effet, la Mission a relevé un certain nombre de contrats conclus par le Programme sans demande de non objection du FIDA. Il s'agit de:

Contrat N° de série	Financement	Type de marché	Date du contrat	Description	Montant du contrat (MGA)
01/13/MinAgri/SG/FORMAPROD/EPIR MM	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	16/07/2013	Service de consultant pour le diagnostic et la faisabilité de 17 PI situés dans 8 communes du district de Maintirano	39 375 000,00
02/13/MinAgri/SG/FORMAPROD/EPIR MM	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	16/08/2013	Service de consultant pour étude socio-économique des communes du district de Maintirano (pôle agricole)	37 055 280,00
04/13/MinAgri/SG/FORMAPROD/EPIR MM	FIDA /FFE	Prestation intellectuelle	15/10/2013	service de consultant pour le diagnostic et la faisabilité des PI situés dans 4 CR complémentaires et de la réalimentation de 3 autres PI dans le district de Maintirano	27 135 000,00

Cette situation devrait être régularisée dans les plus brefs délais.

Enfin, Le Programme devrait statuer sur le besoin de recrutement d'un spécialiste de passation des marchés qui aurait la charge d'appuyer les EPR.

Audit

Les termes de référence de l'audit externe ont été préparés et revus par le FIDA. Un avis d'appel à manifestation d'intérêt a été publié. Six cabinets ont répondu et la liste restreinte de 5 candidats a été communiquée au FIDA pour l'obtention de la N.O. Le premier audit couvrira la période mai 2013 à décembre 2014.

Annexe 2: Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: Madagascar	Identification du prêt/ don: – Prêt FIDA 874-MG
Nom du projet: Programme de formation professionnelle et d'amélioration de productivité agricole (FORMAPROD)	
Organisme d'exécution:	Chargé de projet: HaingoRakotondratsima
Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière: Anas AbouElmikias, Expert financier	Date de l'examen: 30 novembre 2013

Objet		Note (E/M/F) ⁷	Problèmes / Commentaires / Recommandations
A. Risque inhérent		M	
B. Risque de contrôle		M	
1. Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	Besoin d'établir les contrats du personnel recruté et de renforcer l'équipe par un comptable à l'UL et un spécialiste passation de marchés. Besoin d'inclure dans les termes de référence des équipes des projets en cours (PROSPERER, AD2M, AROPA et PPRR)l'appui du FORMAPROD
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	M	Réintégrer les descriptifs de fonctions du personnel clé (TDR) dans le manuel des procédures administratives, financières et comptables.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Les documents de base du projet sont partagés avec toute l'équipe.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	M	Pas encore mis en place
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Oui
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Oui
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	F	Oui
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	M	Retards dans la préparation des PTBA par les régions et donc retard dans le PTBA

⁷ E: élevé, M: moyen, F: faible

Objet		Note (E/M/F) ⁷	Problèmes / Commentaires / Recommandations
			2014. Besoin de fixer un calendrier pour la préparation des PTBA annuels qui devrait idéalement coïncider avec celui de la Loi de finances
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de financement, Annexe 2	F	Fait
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Fait
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	M	L'équipe du projet est consciente qu'il faut se référer aux prix du marché actualisés pour le PTBA 2014.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	M	Retard dans les DRF expliqué par le retard dans la mise à jour de la comptabilité du projet et dans la collecte des pièces justificatives des dépenses engagées avant la mise en vigueur du FORMAPROD (financement rétro-actif).
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	Retard dans la mobilisation du RPI (Ressources Propres internes) et dans les demandes d'émission sur le Budget national pour le paiement de la TVA.
c.	Efficacité des canaux de financement	M	Nécessité d'établir un manuel de partenariat incluant tous les modèles des conventions types de partenariat et de subvention en fonction de la nature des activités et du statut des partenaires (ONG, commune, établissement public, prestataire privé, ...).
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	F	
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	M	Aucune DRF à ce jour. La première DRF est en cours de préparation.
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	M	Aucune DRF à ce jour. La première DRF est en cours de préparation.
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour	M	Aucune DRF à ce jour. La

Objet		Note (E/M/F) ⁷	Problèmes / Commentaires / Recommandations
	lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)		première DRF est en cours de préparation.
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Fait. Tous les mois la base comptable, les justificatifs des soldes et les états de rapprochement bancaires sont envoyés par les comptables régionaux au RAF de l'UL pour revue et validation.
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	E	Le taux de décaissement par rapport au PTBA est seulement de 11% qui s'explique par un retard important dans la réalisation des activités prévues.
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	
4. Contrôles internes			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	
c.	Respect du manuel financier	F	
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	M	Le registre des contrats est établi conformément au modèle prévu par le manuel des décaissements du FIDA. Il devrait être communiqué régulièrement au chargé du programme FIDA. Pour le suivi efficace des engagements, il est recommandé de saisir de façon systématique sur TOM2PRO l'ensemble des engagements y compris les bons de commande et toutes les demandes d'engagement autorisées.
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	Les arrêtés de caisse sont établis et communiqués mensuellement au RAF. Il reste à instaurer des contrôles inopinés de manière périodique (par le RAF).
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Conservation dans des petits

Objet		Note (E/M/F) ⁷	Problèmes / Commentaires / Recommandations
			coffres.
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	M	Retard de paiement de la partie de la dette correspondant à la TVA.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	Retard dans la préparation de la première DRF.
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	Toutes les conditions préalables aux retraits sont remplies. Il reste à fixer la forme et la périodicité des rapports de suivi financiers (fréquence semestrielle recommandée).
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	Le registre des immobilisations est mis à jour régulièrement sur le logiciel Tempro . Le processus de codification est en cours et un inventaire physique est prévu en fin d'année.
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diem versés au personnel)	N/A	Les véhicules commandés ne sont pas encore livrés. Il existe un carnet pour le suivi de consommation du carburant (utilisation des véhicules des autres projets FIDA). Il existe une grille des per diem autorisés (utilisée pour tous les projets FIDA).
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Oui
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) Per diem versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Procédure en place.
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	
t.	Existence d'une unité de support IT en place	F	Oui
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Comptabilité d'engagement selon principes comptables en vigueur à Madagascar.
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable? Le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	F	Le module permettant la production des rapports financiers automatisés est paramétré au niveau national.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/archivage)	F	En place
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	En place
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et	F	En place

Objet		Note (E/M/F) ⁷	Problèmes / Commentaires / Recommandations
	l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes		
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	Un effort de rattrapage a été fait. Les comptes sont à jour à fin octobre. Une procédure de visa des états de rapprochement (préparés par les EPR) par le RAF de l'UL est à prévoir.
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	M	Le projet est à jour par rapport aux obligations déclaratives hormis 2 personnes temporaires (secrétaire et assistant comptable au niveau de l'UL).
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	E	Premier RSF non encore établi.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	E	Premier RSF non encore établi.
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	E	Premier RSF non encore établi.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	N/A	
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	F	Contrôleurs internes recrutés au niveau du CAP FIDA.
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	F	Oui
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	F	Première intervention programmée à partir de décembre 2013.
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	N/A	
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	N/A	
b.	Respect des termes de référence	F	TOR préparés et revus par le FIDA. La liste restreinte est en cours de revue par le FIDA. Un avis d'appel à manifestation d'intérêt a été publié mais seuls 6 cabinets ont répondu dont un n'a pas été retenu dans la liste restreinte car non qualifié (manque d'expérience). Le projet dispose uniquement d'une liste restreinte de 5 candidats.
c.	Ponctualité du rapport d'audit	N/A	
d.	Qualité de l'audit	N/A	
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	N/A	

Annexe 3: Calendrier de la mission

Date et heure	Structure - lieu de rencontre	Interlocuteur ou séance de travail	Fonction ou thématique
Lundi 02 décembre 2013			
9h00 - 11h15	Présentation de la situation d'avancement du projet (Salle ex-PPI)	UL, EPR, SFAR	Présentation de la synthèse de l'avancement des activités
11h30 - 13h00	Ministère de l'agriculture (MinAgri)	Philibert Rakotoson	Secrétaire général, Président CNFAR
15h00 - 17h30	UL FORMAPROD, Ampandrianomby	RUL, EPR	Briefing sur le calendrier de la mission, les points clés à traiter par la mission
Mardi 03 décembre 2013			
09h00 - 10h15	UL FORMAPROD, Ampandrianomby	PAFIM	Appui aux activités de microfinance, partenariat
10h30 - 12h30		UNESCO	Avancement du Projet pilote sur formation et insertion des jeunes ruraux déscolarisés
14h30 - 17h00	MinAgri - Salle ex-PPI Minagri	Responsable MinAgri, PTF, ONG	Restitution Mission de supervision AD2M
	Aspects fiduciaires		
09h00 - 17h30	UL FORMAPROD, Ampandrianomby	RAF	Revue des aspects fiduciaires
Mercredi 04 décembre 2013			
8h00 - 11h00	MinAgri - Salle ex-PPI Minagri	Exportateurs, Projets FIDA	Développement filières
11h00 - 13h00	MinAgri - CAP-FIDA	FARMADA, UL	Discussion sur les différentes thématiques et points clés avec le réseau national FARMADA (acteurs FAR)
14h30 - 16h30	MinAgri - Salle ex-PPI Minagri	SFAR, CIM, UL	Présentation et discussion générales sur les différentes thématiques et points clés SFAR - FORMAPROD
16h30 - 18h00	Minagri - Salle ex-PPI	Expert financier, UL, EPR (coordonnateurs et financiers)	Aspects financier et fiduciaire
	Aspects fiduciaires		
09h00 - 17h30	UL FORMAPROD, Ampandrianomby	RAF	Revue des aspects fiduciaires
Jeudi 05 décembre 2013 à Samedi 7 décembre 2013			
9h00-12h00	CNEAGR, salle de conférence	CNFAR	Réunion extraordinaire du CNFAR. Ordre du jour: (i) Montage institutionnel, (ii) orientation stratégique PTBA 2014
14h00 - 18h00	Transfert Antananarivo - Antsirabe		
Vendredi 06 décembre 2013			
06h30 - 08h00	Transfert Antsirabe - Ambositra		
08h00 - 17h00	Visite de terrain à Amoron'i Mania (Commune rurale Sandrandahy - Fandriana)	EPR, UNESCO, DRDR	Visite des activités avec UNESCO Visite Lycée Agricole de Fandriana
	Aspects fiduciaires		
09h00 - 17h30	UL FORMAPROD, Ampandrianomby	RAF	Revue des aspects fiduciaires
Samedi 7 décembre 2013			
8h00 - 8h30	Visite de courtoisie	DRDR	Présentation de la mission et

République de Madagascar: Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)

Rapport de supervision - Annexes - Dates de la mission: 02 au 17 décembre 2013

Date et heure	Structure - lieu de rencontre	Interlocuteur ou séance de travail	Fonction ou thématique
			avancement des activités
8h30 – 11h00	Salle de réunion DRDR AMM	DRDR, CRFAR AMM, EPR	Régionalisation, insertion et installation des jeunes, présentation des activités EPR-AMM. FAR dans la politique de développement régional
12h00 – 18h00	Transfert Ambositra - Antananarivo		
Dimanche 8 décembre 2013			
5h00	Transfert Antananarivo - Toamasina (Décollage 7h00 à Ivato)		
10h30 - 12h00	Hotel Anjara	Sesy Soja, Coordonnateur PPRR, coordonnateur inter-régional Atsinanna et Analandjirifo de FORMAPROD F et DRDR a.i.	Briefing
16h00-18h30	Hotel Anjara	Etude de documents	
Lundi 9 décembre 2013			
7h30 – 9h00	Transfert Toamasina - Brickaville		
9h30 – 11h30	Brickaville: Centre de formation agricole Ambiar (projet Ambatovy)	Association Filanzao	Activités du Centre
12h00 – 14h30	Pôle de développement de Brickaville: CR Ranomafana Est		CEP maïs et gingembre
16h00 – 17h00	Pôle de développement de Brickaville: CR Ambinaninony		CEP riz
18h15 – 20h30	Relax Beach	Sesy, CP PPRR Niaina, CP AD2M	Dispositif FORMAPROD, Priorités 2014
Mardi 10 décembre 2013			
8h00-10h00	Bureau PPRR	CRFAR AA, DRDR, EPR AA	Régionalisation; fonctionnalité CRFAR; activités prioritaires 2014
11h45- 12h45	Transfert Toamasina - Antananarivo		
15h00 – 17h00	UL FORMAPROD, Ampandrianomby	UL, EPR, SFAR, CIM et consultants	Rencontre et discussion avec les consultants en appui à Formaprod: Alain Pierre Randrianjohary, Christophe Lesueur et Anjara
Mercredi 11 décembre 2013			
	FERIE	Etudes de documents, Préparation de l'aide-mémoire	
Jeudi 12 décembre 2013			
7h30 – 10h40	Transfert Antananarivo - Anjozorobe		
11h00 – 13h00	Commune rurale Anjozorobe	EPR Analamanga, DRDR	Présentation des activités FORMAPROD Rencontre avec des jeunes demandeurs de formation
16h30- 17h30	Salle de réunion CNEAGR	CRFAR Analamanga	Activités CRFAR
Vendredi 13 décembre 2013			
10h00 – 10h30	FAO	Patrice Takoukam, Représentant FAO	Activités des projets et programmes FIDA
	FAO, bureau FIDA	Préparation de la feuille de route 2014 pour la mise en œuvre de la SNFAR et de FORMAPROD	

Date et heure	Structure - lieu de rencontre	Interlocuteur ou séance de travail	Fonction ou thématique
		Préparation de l'aide-mémoire de la mission de supervision	
16h00-17h30	FAO, bureau FIDA	RUL, Chef SFAR	Discussion de la proposition de feuille de route 2014
Samedi 14 décembre 2013			
		Echange ave le SG MinAgri sur la feuille de route FORMAPROD 2014 Préparation de l'aide-mémoire	
Dimanche 15 décembre 2013			
		Préparation de l'aide-mémoire	
Lundi 16 décembre 2013			
08h30 - 11h30	UL FORMAPROD, Ampandrianomby	Discussion de l'aide-mémoire avec le RUL et les coordonnateurs régionaux	
11h30 - 12h15		Finalisation de la version provisoire de l'aide-mémoire	
12h30		Envoi de l'aide-mémoire provisoire	
15h00 - 18h00		Mise en forme de documents pour le rapport de supervision Préparation de la restitution	
Mardi 17 décembre 2013			
9h00 - 11h00	Salle de réunion CERSAE, Ampandrianomby	MinAgri, CIM, CNFAR, UL, EPR, partenaires	Réunion de restitution de la mission
15h00 - 17h00		MinAgri, Comité d'orientation et de suivi du COSOP	Réunion de restitution de l'équipe de préparation du COSOP
17h00 - 18h00		Préparation de la version finale de l'aide-mémoire	











Annexe 4: Liste de présence à la réunion de restitution du 17/12/13

FICHE DE PRESENCE

Objet: RESTITUTION MISSION DE SUPERVISION

Lieu: Salle de conférence CERSAE

Date: 17/12/2013

N°	NOM & PRENOM	FONCTION	ORGANISME	E-MAIL	CONTACT	EMARGEMENT
1	RAKOTONDRAISON Ranuge	CPO	CEDA		0334530400	
2	HEYI Jean Charles	Consultant	FAO-FIDA	jeancharles.heyd @fao.org	0334573552	
3	RAHAINGO NOLOPA Micaëlle	CAP FIDA	Min Agri	rahaingo.micae lle@gmail.com	032 02 01272	
4	RAVELOSATONA Gwendolène	DRAR ANM	Min Agri	imminia_dadr@quboo- fr	0340561079	
5	RAHARISON ELIE	DAAR	Min Agri	elie.raharison@quboo- fr	0340561142	
6	RAKOTONDRAISON Andrianinarison	COORDONNATEUR	ADAR / ETR-4M	cp@ad2m.org	0340561521	
7	RATSIMANDRESY Vladimir	COORDONNATEUR	PROSPERER	cm@prospere.org	034 14 230 00	
8	RALIJATONA Claude H.	COORDONNATEUR	AROPA	cta@aropa.org	0340790740	
9	RANARIVELU Lucien	Responsable national	UL/FORMAPROD	cp@formaproduct.org	0341431010	
10	KAKOTOSON Philibert	SG	MINAGRI	kakotoson@quboo- fr	0340561002	

FICHE DE PRESENCE

Objet: RESTITUTION MISSION DE SUPERVISION

Lieu: Salle de conférence CERSAE

Date: 17/12/2013

N°	NOM & PRENOM	FONCTION	ORGANISME	E-MAIL	CONTACT	EMARGEMENT
11	LEVEUR CHRISTOPHE	Coordinateur SFAR Minegri	Montpellier Supagro	christophe.levreur @supagro.inra.fr	032 7524 677 +33 761171564	
12	BOUSSOU DOMINIQUE	ATI	SFAR Tanjang	d.levreur @ymail.com	032 7524 677	
13	Francine RASOBFONICINA	chef SFAR	Min AGRI	francine.rasobfonicina @yahoofr	0340561030	
14	RASOANAIVO Jodelyn	DEPP	MINEL	rasoanaivo.jodelyn @yahoofr	0340558145	
15	RAVORANTAMPANINA Nisaina	Coordinateur Niveau Collège Agricole	Fifara / Fent	nisaina.ravorantampanina @yahoofr	0331505082	
16	RAJAIMAH SARAH	Representante FANAM Technicien SDA Co-animatrice FIDRADA	FERS	sarah.rajaimah @yahoofr	0331115032	
17	RAJAIMAH SARAH	Technicien SDA Co-animatrice FIDRADA	R. SDA	rajaimah.sarah @yahoofr	034947043	
18	ANDRIAMANDIMBE Grand	Niveau SDA Président	R. SDA	andriamandimbe @yahoofr	0348925895	
19	RAVOANILARISONA Hautamirina Jilia	Secrétaire générale	FVTH	ravoanilalarisona @yahoofr	0331245171 0333767274	
20	RAMANANTSOA Namy	CIPI	MPRH	namy.ramanantsoa @yahoofr	0320248421	

FICHE DE PRESENCE

Objet : RESTITUTION MISSION DE SUPERVISION

Lieu: Salle de conférence CERSAE

Date: 17/12/2013

N°	NOM & PRENOM	FONCTION	ORGANISME	E-MAIL	CONTACT	EMARGEMENT
21	RAONIVelo Saïcha	CE / SAIEA IDPOF	Nin Agri	saichakah@nina-agri.com	033113579	
22	RAKOTONIRAINY H. Jeanne	DIR	EASTA Ambatobe	janakirainy@yahoofr	0340745890	
23	RAHARISOH Christin	CM EPR Bata-Bata	EPR - Bata-Bata	as@adim-ug	034054534	
24	ASSEFA WOODEYES	Consultant FIDA	FIDA	as@adim-ug	0330217331	
25	NEURET Pascal	Dr Lycée St Joseph	CRIP TIR	pascal.neuret@chicago.fr	0632087665	
26	Andrianandrianina Naitonina	Proviseur de LFP + Responsable Faidiana	MEFP	andrianandrianina@yahoofr	0331134666	
27	RANDRIANARISON TOJO NANTENAINA	Directeur	CEFTAR Teamatina	direction@ceftar.com	0330246010	
28	Ramenankantenaina Angelina	Adjoint pédagogique	Raisaun Maiton + Maiton de Rana	angelina@yahoofr	0341950835	
29	ANDRIANAINA Ramatamarene	chargé d'étude	SPAR / Nin Agri	andrianaina@yahoofr	0330243335	
30	PONONO Yves	chargé d'étude	SFAR / Nin Agri	yves@yahoofr	0331128928	

FICHE DE PRESENCE

Objet: RESTITUTION MISSION DE SUPERVISION

Lieu: Salle de conférence CERSAE

Date: 17/12/2013

N°	NOM & PRENOM	FONCTION	ORGANISME	E-MAIL	CONTACT	EMARGEMENT
31	SOLOHAMPIRONONA Gérald	Chargé d'Etudes	SPAR/MINAGRI	geraldsolohamprironona@yahoofr	0327378981	
32	SOLOMANO BINI NA Andrianapray	Chargé d'Etudes	SPAR/MINAGRI	solomanobini@yahoofr	0320510365	
31	RAZAFIARISON Nicolas	Chargé de Mission (P.T.)	EPR/FORMAPROD ADALAMANGA	razafiarison@yahoofr	0341436018	
32	VOLOSIRIANA Sylviane	Chargée de mission	EPR ADALAMANGA	em.anala@formaprod.mg	0341431006	
33	Rakotonirainy Rakotonirainy	Programme Consultant CAPEPT	UNESCO	rakotonirainy@yahoofr	0337618201	
34	RAKOTONIRAINY Richard	Consultant CAPEPT	UNESCO	richardrakotonirainy@yahoofr	033055875	
35	Rahamiso Henry	Coordinateur CAP FIDH	CAP FIDH	ci2@capfidh.mg	0320417528	
36	RAPANDRINA Valérie	RAF	FORMAPROD UL	rafa@formaprod.mg	084431001	
37	AGOKLA Afi	Coordinateur Technique PAM/UNICEF	UNICEF	afi.agokla@unicef.org	0344806696	
38	RAHAGA NERANOM	RSE, CAPIDA	CAPIDA	se@capide.mg	0331286644	

FICHE DE PRESENCE

Objet : RESTITUTION MISSION DE SUPERVISION

Lieu: Salle de conférence CERSAE

Date: 17/12/2013

N°	NOM & PRENOM	FONCTION	ORGANISME	E-MAIL	CONTACT	EMARGEMENT
39	RAKOTDARISON Hilarion	Directeur de Formation	EPSA- BEVALAMA	epsaberalala@gmail.com	(0320456928) 0321110256	
40	RAMANANTSA Heleni manana	Chargé d'Etudes SFAR	HINAGRI	hmanray@yahoo.fr	0340565328	
41	RATOMBOTAFY Eden Clement	Vice Président	FECIM	ratombotafy@moov.mg	0341101102	
42	ANDRIAMINIRISOA Sandamiriana H.	Collaborateur SARA/DPA	HINAGRI	sandamiriana@yahoo.fr	0331131374	
43	MANANTSIARA Anjara	en CD	Kin Dec	deja@matd.gv.mg	0341697329	
44	SFESY Soja	Coordinateur	PPRL	sfespy@mg	0330592473	
45	ROBISOA Hovana	CIM	Min. Environ- nement & Forêt	robisoam@yahoo.fr	0340331771	
46	Rakison	C.A.A.	Chambre des Professionnels de la Promotion de l'Industrie	gokdrakiso@yahoo.fr	0334196078	
47	RAHARAINIRINA Jeanine	Prink focal CIM/PPA	Ministère de la Promotion de l'Industrie	raharainirina@yahoo.fr	0340588136	
48	RAFIDINARIVO Hoja	CIM EPSA Anoron; Monia	FORMAPROD	cm.moniala@formaprod.mg	03411436114	

FICHE DE PRESENCE

Objet : RESTITUTION MISSION DE SUPERVISION

Lieu: Salle de conférence CERSAE

Date: 17/12/2013

[illegible]

Annexe 5: Liste des personnes rencontrées

Nom et prénom	Institution, fonction
ANTANANARIVO	
RAKOTOSON Philibert	MinAgri, Secrétaire général
RAKOTOMAHEFA Bruno	MinAgri, Directeur général technique
RANDRIAMANANA Micheline (M ^{me})	MinAgri, Directrice de la coopération agricole
ARIJAONA Voahangy (M ^{me})	MinAgri, Directrice de l'appui à l'organisation des filières
RASOLOFONIRINA Francine (M ^{me})	MinAgri, Chef du service de la formation agricole et rurale
RAMAROLAHY Sahondrasoa (M ^{me})	MinAgri, Chef du service d'appui à l'installation des entrepreneurs agricoles
RAONIVELO Sariaka (M ^{me})	MinAgri, DAOF/SAIEA, Chargée d'études
RABEMANANTSOA Jean Claude	MEF, Directeur général des forêts
TILAHY Désiré	MPRH, Directeur général
RAMANANTSOA Mamy	MPRH, Point focal FAR
RAKOTOHARINOME V. Michel	MINEL, Point focal FAR
RAONINTSOA N. Paul	MINEF, Point focal FAR
ANDRIANANDRAINANA Salomon Claude	MPA, Directeur général
RAHARINIRINA Jeannine (M ^{me})	MPA, Point focal FAR
RAZAIARIMANANA Bébé (M ^{me})	PADR, Secrétaire particulière
RAKOTOARISOA Jacqueline (M ^{me})	FOFIFA, Directeur scientifique
RAMANANKIERANA	Ministère de l'enseignement supérieur, Chercheur enseignant
TALLA TAKOUKAM Patrice	FAO, Représentant à Madagascar, aux Comores, à Maurice et aux Seychelles
AGOKLA-DZOGBEDOafi (M ^{me})	UNCDF - PAFIM, Conseiller technique principal
RAKOTONDRAZAKA Raymondine (M ^{me})	UNESCO, Chargée de programme
RAKOTOVAO Hery Richard	UNESCO, Consultant
AMINE Thami	Chef service de la formation agricole, La Réunion. CRIPTIR
NOUVET Pascal	Lycée agricole de Saint Joseph, La Réunion, Directeur. CRIPTIR
POUSSOU Dominique	MINAGRI, Assistant technique international
RAKOTOSON A. David	CFAMA, Directeur
RAKOTONIRAINY Jaona	EASTA Ambatobe, Directeur
RAZAFITSILATSAINA Amédée (M ^{me})	TT, Secrétaire nationale
RANDRIAMAMPIANINA Misaina	Collèges agricoles, Coordinateur du réseau
RAKOTOVAO Roland	FIFATA, PCA
RABEARISON NirinaLalao	FEKRITAMA, SGA Tanora
RABEHANTA Nardin	KOLOHARENA, Président
RAMALANJAONA Vololoniaina	FIFAMANOR, Directeur
RATOMBOZAFY Eden Clermont	FCCIM, Vice président
RAVONIARISOA Hantanirina Lilia	FVTM Organisation paysanne, SG
RALISON	ARTISANAL, Président C.A.A, Vice président ARCMA.O.I

Nom et prénom	Institution, fonction
RASOLOSON Lala Hajanirina	TOMBOTSOA (BIMTT), Directeur
RAKOTOARISON Hilarion	CFP Bevalala, Directeur de l'EPSA
ANDRIAMANALINA Naivonirina	METFP, Proviseur du LTP agricole de Fandriana
RAFIDY Judith (M ^{me})	FCCIM, Directeur général
RAKOTONAIVO Hary Lala	CITE, Responsable formation
RAJOELISOLO Kotondrajaoana	BIMTT, Secrétaire général
RANDRIAMANANTENA Mihaja	ANAE, Directeur technique
RANDRIANASOLO Lucien T.	Ministère des forces armées, Responsable du SMAD au commandement des forces de développement
RAMAROSON Jean Jacques	CRFPA Itasy, Directeur exécutif CRFPA ILOFOSANA
BRUNO Yves	SFAR, Chargé d'étude
RAMANOARAY Herimanana	SFAR, Chargé d'étude
SOLOHAJANIRINA A.	SFAR, Chargé d'étude
SOLOMAMPIONONA Gérald	SFAR, Chargé d'étude
ANDRY LALAINA Ramiaramanana	SFAR, chargé d'étude
LESUEUR Christophe	SFAR, Consultant. Agro Sup
RANDRIANJOHARY Alain Pierre	Consultant
MANANTSARA Anjara	Ministère décentralisation, Consultante
RANARIVELO F. Lucien	FORMAPROD, Coordonnateur
RAKOTONDRATSIMA Andrianaiinasoa	AD2M, Coordonnateur
RALIJAONA Claude Henri	AROPA, Coordonnateur
RATSIMANDRESY Vladmir	PROSPERER, Coordonnateur
RAPANOELINA Valérie	FORMAPROD, RAF
VOLOLONIAINA Sylviane (M ^{me})	FORMAPROD Analamanga, Chargé de mission
RASOLONJATOVO F. Nadia (M ^{me})	FORMAPROD Menabe et Melaky, Comptable
RAVELOSON Dieudonné	PPRR, Comptable
RAVELOMANANTSOA Andriamitahy	FORMAPROD Amoron'i Mania, Comptable
RAVAOARISOA Francinah Rapitsaravola	FORMAPROD Analamanga, Comptable
RAMAROSON Christin	FORMAPROD Menabe-Melaky, Chargé de suivi-évaluation
RAVOAVY Isetramaherizo	AROPA, RFPP

Région Amoron'i Mania

RAVELOSAONA DieuDonné	DRDR
RAMARIMANANA Jean Christian	DRETFP
MOSA Romain	Ambatofinandrahana, Chef de district
RAKOTOARIVONY Laurent	E/SCO, Directeur senior
ANDRIAMAHATSIAHY Jean R.	Orienteur Ambohimahajo
RABEMANANJARA Jean Dominique	Fisakatsiavadika, Chef Fokontany
RAKOTONDRAZAKA François de Paul	Zafindriatsambo II, Chef Fokontany

Nom et prénom	Institution, fonction
ANDRIAMBELOTIANA Angelico	Ambositra, DRETFP AM
RAKOTOMANANA Joseph Francklin	Fandriana, PECO de LTPA
RAKOTONDRAIN Rodolphe	Fandriana, Responsable Financier LTPA
RAKOTONIRINA Andriampitasoa	Ambinda, Prof d'économie gestion et aide comptable
RAHARINIVO Zoelinoro	Ambinda, Secrétaire LTPA
RANDRIANASOLO Domoina	Ambinda, Formateur LTPA
RAKOTONIAINA Jean René	Ambinda, Formateur LTPA
ANDRIAMIHARISOA Lalaina	Ambinda, Formateur LTPA
RAFARAFANOMEZANA Olivier	Ambinda, Formateur TP.PV
RASON Davida	AROPA, CIR Centre
RANDRIAMBAHOAKA Tsitohaina Eddy	FRDA, DR
VONJIHENINORO M.R	FRDA, RRC
RAHARIMANANA Tahiry	FRDA, RT
ROJONOMENJANAHARY	FRDA, RAF
RANAIVOSON A. Orlando	FRDA, RSE
RATSIMBAZAFY J.P Fils	FRDA, MOS
RAKOTOMANANA Armand	AROPA SANDRANDAHY, CROS
RANDRIAMAHARO Jean Alexandre	TSARAZAZA, Président TIRAM
RRANDRIANJOHANARILALA Mihajavonjy	SOAVINA, Président COPILO CSA Mahazenona
RAZAFINDRAJAONA Jean Marie	EASTA, DG, Rapporteur CRFAR
RAKOTOMAMPIONONA	DDR,
RAFIDINARIVO Haja	EPR FORMAPROD, Chargé de mission
ROBSON Landisa	AROPA , CSE Amoron'i Mania
RAKOTOMAMPIONONA	ADRAmoron'i Mania
Région de l'Atsinanana	
SESY Soja	PPRR, Coordonnateur. DRDR a.i.
SOAMAZAVA Sandrine Emilia (M ^{me})	FAR, Correspondante
SOLO Noé René	SRCAAO, Chef
LEON Marcellin	PPRR, Responsable Suivi Evaluation
RAZAFIMAHARAVO Alain	CAPFIDA, Consultant
RASOLONDRAIBE Ralph	DDR, Atsinanana
RAJOSEFA Haja	Directeur Inter Régional de l'Elevage
RAVELOSON Hasinarivo	Directeur Régional de la Pêche et des Ressources Halieutiques
BOTOVAVY Dieudonné	Directeur Régional de l'Environnement et Forêt
RAKOTOMALALA Jean Claude	Directeur interrégional de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
TOLAHY Ginette Patricia (M ^{me})	Chef de Service régional de la promotion de l'artisanat
RAKOTOMALALA Nicole (M ^{me})	EASTA Toamasina, Directeur

Nom et prénom	Institution, fonction
LANANA Franscatie Ericia	IFTM, Responsable
JAOTOTRA Eddy	ODDIT Toamasina, Coordonnateur agricole
JAORAVO Alain	Coordonnateur du CSA Brickaville
LARO Joseph	Maire de la CR de Ranomafana-Est
VOLANIANINA Marie Dopie	CR Ranomafana Est, Conseiller agricole temporaire
RANDRIANARIVO Georges	CR Ranomafana Est, Conseiller agricole temporaire
Mena Adrien	CR Ambinaninony, Conseiller agricole temporaire
RAHARIJAONA Volaherisoa	CR Ambinaninony, Conseiller agricole temporaire
RALY Jean Pierre	FILANTSOA, Responsable transformation
FARASOA	Responsable de Centre
LIVA Pascaline	Présidente de l'OP Andrivola
RAKOTOBÉ Eric	Vice Président de l'OP Andrivola
S. Judicaëlle	Membre OP Andrivola
RANDIBISON Frédéric	Président OP TSARAJORO
SARAMINA	Présidente OP MAHAVITA
RANOROSOA Laurence	Secrétaire de l'OP MAHAVITA

REGION DE L'ANALAMANGA

RAOELISON Dinalalaina	Région Analamanga, RDDR, Responsable de la base de données GTDR
RANDRIAMAMPIANINA Vololona	DREF Analamanga
RAKOTORAHALAHITSIAOVANA JD	DIREL, Mahamasina
RAKOTOMANOELINA Rivo	CFA Anjozorobe, Coordonnateur
RANAIVO HARISOA Rajerison	CFAR privé
RAKOTOMANGA Samoelina	CFAR privé
RAMANANDRAIBE Julienne	CERAM Analamanga
RABETRANO Richard	TTR Analamanga
RASOLOHARIJAONA Harisoa	SRAF/DREF Analamanga
RAKOTONIRAINY Heriharivony	EASTA, Directeur
JOHANNES	Collège OPR Analamanga
RAMAMONJISOA Annie	Représentant secteur privé
RASOLOFONIANINA Jhonson	CR Ambohimananinan Maire
RAZAFINDRAKOTO Samiandriainaina	CR Ambohitrimanjaka, Remplaçant maire
RANDRIAMISAINA René	ITR Ankazondandy, Proviseur
ANDRIAMASINTSEHENO Alain	CIRDR a.i.Antsahabe
RAKOTOARIMBOLA Pascal	Solontenan'nyTantsaha (représentant des jeunes), Chef Fokontany
RANDRIANAIVO Alexandre	Solontenan'nyTantsaha (représentant des jeunes), Chef Fokontany
HANTAMALALA Fara Pauline (M ^{me})	COPILLO CSA
RANAIVOARISON Anicet	Consultant FORMAPROD
RANDRIATSARAFARA Miharintsoa	CSEGS Analamanga

